Parti Socialiste
Comité directeur extraordinaire
28 août 1991

Sommaire

Le président (Claude Estier) 1
Pierre Mauroy 1
Gérard Fuchs 9
Texte adopté par le Comité directeur extraordinaire du 28 août 1991 14
Michel Vauzelle 15
Jean Poperen 18
Lionel Jospin 24
Jean-Pierre Chevènement 31
Paul Quilès 35
Claude Estier 40
André Billardon 50
Jean-Paul Planchou 53

La séance est ouverte sous la présidence de Claude Estier.

Le président (Claude Estier)
Camarades, j'ouvre cette séance exceptionnelle du Comité directeur avec les deux composantes du groupe parlementaire, députés et sénateurs, réunion convoquée à la demande du premier secrétaire et naturellement justifiée par les circonstances et les événements que nous vivons depuis un certain nombre de jours.
Etant donné l'horaire de cette réunion, il est souhaitable qu'elle se termine avant 20 heures, de manière à ce que nous puissions être présents en particulier sur les médias et que l'expression du Parti Socialiste soit claire et nette ce soir, ce qui est tout à fait indispensable, compte tenu des offensives politiques qui sont lancées contre nous de différents côtés, dans différentes directions.
Pour ce faire, je souhaiterais, si vous en êtes d'accord, que les camarades qui souhaitent intervenir, se fassent inscrire dès maintenant. J'ai déjà un certain nombre d'inscriptions, mais cela nous permettra d'organiser le débat. Je demande donc à tous ceux qui veulent intervenir de se manifester le plus rapidement possible pour tenir dans les temps.
Je crois que vous comprendrez tous la nécessité de rester dans cet horaire. J'attends les inscriptions et tout de suite je donne la parole à Pierre Mauroy, premier secrétaire.

Pierre Mauroy
Mes chers camarades, aucun d'entre vous, j'imagine, n'a été surpris de la convocation rapide de cette réunion exceptionnelle du Comité directeur, des

Fondation Jean-Jaurès

groupes parlementaires de l'Assemblée Nationale et du Sénat, ainsi que de la délégation française au Parlement européen.
Je veux d'ailleurs remercier Jean Auroux, Claude Estier, Claude Cheysson Jean Pierre Cot d'avoir permis cette réunion.
Cette réunion s'imposait mercredi dernier compte tenu de la nature et de l'importance des événements en URSS, elle s'impose encore avec les répercussions du séisme politique sur le Parti Communiste français.
Voilà pourquoi nous allons avoir ce débat. Je l'introduis et ensuite Gérard Fuchs interviendra comme secrétaire international, Gilles Martinet, rapporteur sur l'évolution du Communisme, devait intervenir lui aussi, il a eu un malaise et il est hospitalisé. Je pense que ce n'est pas grave et nous sommes au regret de ne pas le voir cet après-midi.
J'exprime en votre nom le souhait qu'il puisse se rétablir très rapidement et en tout cas je forme des vœux pour sa santé, avec l'expression de notre amicale sympathie.
Michel Vauzelle, président de la Commission des Affaires étrangères, Jean-Michel Boucheron, je les cite parce qu'ils ont été en URSS et bien d'autres, bien sûr, vont intervenir.
Je reviens rapidement sur les événements : dès le 19 août, c'est-à-dire lundi matin; j'ai immédiatement comme premier secrétaire, condamné le coup d'Etat avec la plus grande fermeté. J'ai persisté pendant les trois jours du coup d'état avec l'active collaboration de Gérard Fuchs, du secteur international et du concours des membres du Bureau exécutif présents mercredi dernier.
Nous avons qualifié ce coup d'état de putsch réactionnaire, nous avons exigé la restauration des pouvoirs légaux et donc le retour au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev
Nous avons soutenu le combat de Boris Eltsine héros de la résistance populaire, nous avons par deux fois porté la protestation à l'ambassade de l'Union soviétique, où nous avons été reçus par l'ambassadeur.
Nous avons constitué une délégation pour l'URSS et nous voulions partir pour l'URSS dès mercredi pour être là, pour être là, pour apporter notre soutien à ceux qui combattaient pour la démocratie et pour la liberté.
Nous avions préparé une vaste opération de soutien à la démocratie dans l'URSS par des pages dans les quotidiens et nous avions demandé une réunion de l'Internationale Socialiste qui devait se tenir samedi dernier à Berlin.
Nous avions convoqué une réunion exceptionnelle du Comité directeur et des groupes parlementaires pour aujourd'hui.
Fort heureusement, l'échec du putsch nous a arrêtés dans notre élan et nous avons maintenant la tâche de poursuivre l'explication que nous avons commencée et d'approfondir notre analyse sur les événements.
A l'unanimité, le Bureau exécutif a soutenu, ce matin, ces initiatives. Gérard Fuchs soumettra tout à l'heure un texte à votre approbation. Nous avons dès le départ soutenu Mikhaïl Gorbatchev et Boris Eltsine mais je dirai que bien plus que des personnalités si prestigieuses soient-elles, nous avons voulu soutenir les principes qui sont les nôtres, les valeurs qui sont les nôtres, la démocratie, la

liberté, sans lesquelles il ne peut y avoir de Socialisme.
Nous avons soutenu, dis-je, Mikhaïl Gorbatchev comme nous n'avons pas cessé de le faire depuis 5 ans comme n'a cessé de le faire le Président de la République François Mitterrand, comme n'ont pas cessé de le faire les gouvernements français successifs, ceux de Laurent Fabius, Michel Rocard et maintenant d'Edith Cresson.
Le moment est-il venu de dresser l'extraordinaire bilan de Mikhaïl Gorbatchev ?
A l'extérieur, le retrait d'Afghanistan, le désarmement, les révolutions de l'Est, la réunification Allemande, la coopération avec la Communauté Internationale qui a permis de surmonter la guerre du Golfe, ont marqué la rupture avec l'ancien ordre international.
A l'intérieur, la construction de l'Etat de droit, le développement du multipartisme, les progrès des libertés publiques et notamment de la presse, et je ne suis pas exhaustif, excusez du peu... sans Mikhaïl Gorbatchev, rien n'eut été possible et chacun imagine le courage et la détermination dont il a fallu faire preuve au milieu des années 1980 pour imposer une ligne de démocratisation à un appareil qui restait largement dominé par les brejnéviens.
En dépit de ces immenses difficultés, la perestroïka, a largement produit ses effets. L'échec du coup d'Etat, lui-même, l'apparition d'une société civile, l'aspiration démocratique du peuple, montrent combien la société soviétique s'est transformée depuis 1985.
N'oublions pas que Mikhaïl Gorbatchev a toujours gouverné sous surveillance. J'ai le souvenir d'être allé à Moscou avec une délégation, certains d'entre vous y étaient, de France-URSS, il était alors en Crimée en vacances et on parlait ouvertement d'une sorte de complot mené à ce moment-là par Iakoviev qui voulait prendre le pouvoir.
Mikhaïl Gorbatchev à ce moment-là a prolongé ses vacances. On a dit qu'il était malade sans préciser sa maladie à l'époque. En fait, il les a prolongées, prolongées... que se passait-il ? Quand reviendrait-il ?... Ils allaient prendre le pouvoir les autres et je me souviens dans quelles conditions il a réapparu devant cette délégation de France-URSS... C'était un signe à François Mitterrand, un signe à la France et au Parti Socialiste, énonçant avec quelles forces les grandes idées de la Perestroïka, c'est-à-dire apportant un camouflet à ceux qui déjà voulaient le déboulonner.
En soutenant, comme nous l'avons fait, Mikhaïl Gorbatchev nous pouvions encore penser qu'il serait capable de réformer le Communisme de l'intérieur mais l'histoire a tranché sous nos yeux. Une question que nous nous posions tous et d'ailleurs dont la réponse se partageait entre optimistes et sceptiques : le Communisme peut-il se réformer de l'intérieur ?
Hier, c'était une discussion. C'était celle des sociaux démocrates que nous sommes. Aujourd'hui, les faits parlent. Davantage encore qu'un pouvoir, c'est tout un système idéologique qui s'écroule faisant de nous les premiers Socialistes depuis 70 ans à vivre dans un monde sans Communisme... j'anticipe à peine. Quelle responsabilité pour nous, Socialistes !
Bien sûr que nous l'emportons sur le débat de 1920 mais nous ne reprenons pas

Fondation Jean Jaurès

l'histoire au Congrès de Tours. Presque un siècle s'est écoulé depuis et nous devons préparer la suite. Comment agir dans cette période ?
Voilà notre préoccupation d'aujourd'hui. Elle demeurera celle des prochains mois, des prochaines semaines, ou même des prochaines années et voilà pourquoi face à de tels enjeux c'est toute la classe politique française qui a d'énormes responsabilités.
Voilà pourquoi j'ai regretté le débat franco-français, les récents excès verbaux de la Droite.
L'anticommunisme était la bonne vieille recette de la Droite lorsqu'elle n'avait plus rien à dire. Qu'elle en soit persuadée, désormais, c'est avec le Socialisme de la liberté et du progrès social qu'elle aura partout à débattre.
Quel avenir, mes camarades, pour l'Union soviétique ?
Quelle aide économique ? Quelles conséquences idéologiques ? Quels prolongements politiques ? Telles sont les quelques questions que j'aborde maintenant.
Quel avenir pour l'Union soviétique ?
L'éclatement d'un empire est aussi porteur de menaces et la réponse est essentiellement politique. Je constate d'ailleurs qu'après l'engouement un peu naïf des premiers jours, le climat se transforme rapidement.
Il y a certes des indépendances qui s'imposent. Tel est à l'évidence le cas des pays baltes dont nous n'avions jamais accepté l'annexion et qui ont été reconnus hier par les 12 pays de la Communauté européenne. Tel est aussi peut -être le cas d'une République comme la Moldavie qui a toute une histoire avec la Roumanie.
Mais nous devons être très attentifs sur cette question, nous ne devons pas nous laisser emporter, nous ne devons pas encourager les indépendances, mais, au contraire, continuer à encourager les efforts communs de Mikhaïl Gorbatchev et sans doute de Boris Eltsine pour maintenir une union.
Les suites du Congrès de Vienne, cela c'était pour le 19ème siècle, le traité de Versailles, ça c'est pour notre siècle et la multiplication récente des conflits entre l'Union et les Républiques fédérées montrent combien il est difficile de concilier le principe du droit des peuples à disposer d'eux mêmes avec les réalités politiques, économiques, et avec la garantie de la sécurité donc de la paix.
Après soixante dix ans d'affrontements larvés et de déplacements autoritaires, le problème des Républiques est sans doute devenu le plus aigu pour la survie d'une Union soviétique qui n'était fédérative que de nom.
Le renforcement des pouvoirs de Mikhaïl Gorbatchev allait dans le sens de la démocratie, puisque c'est lui qui incarnait et portait les réformes. Mais il est vrai que dans le même temps ce renforcement se faisait au détriment des Républiques exacerbant ainsi les revendications indépendantistes naissantes.
Contradiction peut être majeure car, à l'évidence, une profonde décentralisation constitue le facteur le plus sûr d'une démocratisation réelle et le moyen le plus efficace pour sécréter des élites nouvelles, mais à l'évidence aussi, une évolution non maîtrisée comporterait des risques explosifs et nous ne devons pas souhaiter

Fondation Jean-Jaurès

l'éclatement de l'empire, en tout cas d'une nouvelle union.
Mikhaïl Gorbatchev a fait part de son souhait de rediscuter des termes de ce traité et d'aboutir au plus vite. Ce sont les problèmes de l'heure et nous souhaitons qu'il réussisse, mais sur ce point je comprends la grande prudence des Etats-Unis et de George Bush. La France, située là où elle est, dans le Finistère européen, n'aurait rien à gagner d'une balkanisation de l'URSS qui déplacerait vers le Danube l'équilibre européen.
Ce n'est pas un caprice de l'histoire l'amitié séculaire entre la France et une Russie qui dominait l'Est du continent. Elle correspondait à des équilibres européens que la géographie, tout autant que l'histoire, imposaient. Quel sera l'avenir ? C'est à nous d'y penser et de l'organiser.
L'exemple dramatique de la Yougoslavie ou la question du contrôle des armements nucléaires militent bien entendu dans le même sens, c'est-à-dire celui d'une prise en compte d'un problème tout de même complexe, et en dépit des événements de ces derniers jours, je pense que l'éclatement n'est pas inévitable et nous pouvons souhaiter que les démocrates s'entendent sur une répartition originale des pouvoirs entre le centre et les Républiques.
Ai-je besoin d'ajouter que je regrette ce faux débat dont les responsables politiques français ont parfois le secret ?
Fallait-il soutenir Boris Eltsine C'est vrai qu'il a inspiré des réticences. Mais pas seulement en France. L'Allemagne ou les Etats Unis n'ont pas eu une autre attitude, tout simplement parce qu'à cette époque Boris Eltsine menaçait la Perestroïka.
Mais depuis lors, Eltsine a été élu au suffrage universel président de la Russie, il a coopéré avec Mikhaïl Gorbatchev et surtout il a héroïquement incarné la résistance et pris une nouvelle dimension et il bénéficie de l'immense soutien de la part du peuple soviétique, du peuple russe. Voilà pourquoi, dès le 20 août, j'ai salué comme vous tous le combat de Boris Eltsine Et plutôt que de lancer cette polémique sur les hommes ; la Droite aurait mieux fait de défendre la démocratie et tous les hommes qui l'incarnent c'est-à-dire aussi bien Boris Eltsine que Mikhaïl Gorbatchev.
Aujourd'hui, l'essentiel c'est que leur combat soit complémentaire car telle est la condition de la marche vers la démocratie. Et puisqu'une élection présidentielle doit avoir lieu après la signature du traité de l'Union, laissons au suffrage universel le soin de trancher s'il y a véritablement une question qui aura nécessairement sa réponse.
Quelle aide économique ? Je ne vais pas développer ce thème. Je veux dire que le Président, François Mitterrand, tout de même, a été le premier et est resté l'homme de 1'avant-garde. Il était pour. Il y avait beaucoup de réticences, vous le savez bien, de la part de ses collègues à la tête d'autres puissances. On en a suffisamment parlé pendant les vacances ou à peine avant les vacances, en juillet lors de la réunion de Londres et d'autres réunions.
L'essentiel, ce n'est pas d'ouvrir un débat sur les modalités, c'est aussi de se mettre d'accord sur le montant encore que le problème des modalités soit un vrai problème, mais je n'ai pas le temps de l'aborder.

Quelles conséquences idéologiques de ces événements d'URSS ?
Bien entendu, l'échec du coup d'Etat en URSS et ses conséquences ne concernent pas seulement l'Union soviétique. Moscou était en effet le creuset et le symbole du Communisme international, et en accélérant vertigineusement le processus qu'ils voulaient arrêter, les auteurs du coup d'Etat du 19 août ont provoqué un immense séisme idéologique.
On peut toujours dire, et c'est vrai, que le Communisme était déjà bien chancelant et depuis des années. En Amérique latine, le souvenir de Che Guevara s'est perdu dans les Andes. En Afrique, il avait fait la preuve de son inefficacité et de ses dangers. En Europe centrale et orientale, il a partout et sans équivoque été rejeté. Et pourtant, même si l'URSS n'était plus un modèle et le PC soviétique la référence, il est clair qu'une nouvelle ère commence.
Allons-nous vivre désormais dans un monde sans idéologie, régi par le seul marché, à la fois instrument et symbole de la démocratie ? C'est aujourd'hui l'illusion de beaucoup de pays qui accèdent à la liberté et, par un retour de balancier peut-être inévitable, l'avenir dans la confusion politique et à court terme de l'Union soviétique.
Il n'y a jamais de fin de l'histoire. Il y aura fatalement des idéologies de remplacement ; elles peuvent être des formes de populisme, des formes d'intégrisme. Elles peuvent être aussi, et je le crois fermement, portées par les valeurs qui sont les nôtres.
Et, d'une certaine manière, l'impossibilité du Communisme de se réformer de 1'intérieur étant désormais avérée, la social-démocratie se retrouve maintenant pour la première fois dans un face à face avec le capitalisme. Il nous appartient de faire de cette nouvelle étape "la social-démocratie, maître de l'heure".
A voir l'importance des demandes d'adhésion à l'Internationale Socialiste ces dernières années, la social-démocratie porte les espoirs, non seulement de l'Europe mais du inonde entier.
Ce combat, nous pouvons le mener dans une clarté plus grande que par le passé. Nous n'avons plus à nous situer entre deux modèles qui n'ont jamais été les nôtres. Nous avons à bâtir le Socialisme de la liberté et du progrès social. C'est d'ailleurs le débat qui nous attend à l'occasion de notre projet et de notre Congrès de la fin de l'année.
Mais aujourd'hui, nous avons à nous situer par rapport à un Parti Communiste qui n'a pas été suffisamment clair pendant le coup d'Etat, mais qui surtout se trouve rattrapé par l'histoire et pris dans son engrenage.
Je l'ai dit, si le Parti Communiste veut survivre, il doit changer. Je pense que vous approuvez les déclarations que j'ai été amené à faire. Il doit changer d'autant plus vite et d'autant plus fort qu'il a, à la différence du Parti Communiste italien par exemple, trop longtemps résisté.
Soyons justes, faisons une analyse, essayons de serrer l'évolution des idées : il est vrai que le Parti Communiste s'est évadé depuis plusieurs années du modèle soviétique. Il n'empêche que le centralisme démocratique demeure toujours son credo et que le Parti Communiste n'a pas réussi sa mutation. Par deux fois au moins, il n'a pas su saisir les occasions que lui offrait l'histoire.

Fondation Jean Jaurès

Le programme commun de 1971 a ainsi buté sur sa réactualisation en 1977. La participation Communiste au gouvernement s'est, de la même manière, achevée en 1984. Et, plus récemment encore, dès le changement de gouvernement et l'arrivée à Matignon d'Edith Cresson, Georges Marchais, je l'ai sollicité sur ce point, avait la possibilité d'affirmer son attachement au rassemblement de la Gauche - je ne parle plus d'union, nous étions tous à le penser, j'ai agi sur ce plan là par un mandat qui était unanime du Bureau exécutif - et de le traduire dans sa démarche politique et parlementaire. Il a préféré rester dans son pré carré. Il y est ! Il y est !

Alors, le changement ? Le feront-ils autrement que par un ravalement de façade ? Je l'ignore et de toutes façons, nous ne devons pas nous polariser sur cette question. L'essentiel est pour nous de savoir de quelle manière rassembler l'ensemble de la Gauche. Tel est l'objectif. Je l'ai énoncé dès le départ. Cela me vaut déjà un début de controverse même avec Félix Damette, ce qui montre bien, je le dis simplement avec la sympathie que je porte à Damette, et vous savez la place qu'il a dans le Parti Communiste, sa contestation, que la tâche sera difficile, c'est-à-dire qu'il ne suffira pas d'ouvrir la porte pour régler ce problème. La porte a toujours été ouverte. Ils sont nombreux sont qui, après avoir été au Parti Communiste, ont rallié le Parti Socialiste. Pour tous ceux qui le voudront, la porte est ouverte. Les choses, vous le savez fort bien, ne sont pas aussi simples.

J'admire la manière dont certains demandent la rupture avec le Parti Communiste. Nous en avons discuté au Bureau exécutif ce matin. Et l'avis exprimé par Bernard Poignant dans Le Monde d'hier est apparu à tous comme beaucoup trop rapide.

Ils s'illusionnent ceux qui pensent pouvoir si aisément capter l'électorat du Parti Communiste. 70 ans d'action politique ne s'effacent pas en un jour, ni même en une année. Pour des milliers de militants mais aussi pour des millions de Français, il existe, il existera longtemps encore une culture Communiste, en tous cas des réflexes, des habitudes, une certaine manière de penser l'évolution du monde même s'il n'y a plus la réalité Communiste au niveau idéologique.

A ces militants en particulier, le Parti Socialiste est ouvert, comme il l'a d'ailleurs toujours été. Je pense que le moment sera venu dans les prochaines semaines de le dire et de quelle manière. Certains Communistes nous ont rejoints à partir d'événements historiques qui condamnaient cette idéologie. Mais ces hommes sont venus à nous le plus souvent minoritaires, n'emportant pas l'adhésion de ceux qui, pourtant, partageaient au sein du PC leur condamnation des événements. On peut le regretter, mais c'est un fait. Il ne suffit pas de décréter que le Parti Socialiste est aujourd'hui le Parti de la Gauche tout entière, il faut ensemble créer les conditions. Ce sera nécessairement difficile mais c'est une tâche exaltante !

Je ne veux même pas parler de considérations électorales qui ouvrent des interrogations plus concrètes et plus immédiates, même si depuis longtemps le rassemblement à gauche ne passe pas seulement par des accords d'appareils mais avec le consentement de ceux qui sont les électeurs et les électrices.

C’est dans la dynamique que nous retrouverons la force de ce rassemblement. La dynamique du projet, d’abord. Et le hasard du calendrier fait bien les choses.
Notre Congrès de la fin de l’année prend désormais un éclat exceptionnel. Si nous savons trouver les idées concrètes et la démarche correspondant à une telle période, alors oui nous serons en mesure de rassembler et de devenir ce grand parti social-démocrate ouvert et capable de mobiliser dès le premier tour plus de 30% de l’électorat.
L’histoire tourne et avec quelle brutalité une page qui n’était pas la nôtre, une page que, depuis 1920 nous condamnions, une page dont nous avons dénoncé les souffrances, l’arbitraire, le totalitarisme, le goulag. Nous avons dénoncé les condamnations et Edith Cresson a eu raison de rappeler que c’est François Mitterrand lui-même qui, au Kremlin, face à Brejnev - ce n’était pas la Perestroïka, Brejnev même si c’était un tout petit mieux par rapport à ceux d’avant - avait protesté contre la mise en résidence surveillée de Sakharov.
Une page blanche s’ouvre désormais. Le temps de la social-démocratie peut commencer, en France en particulier. Elle l’est déjà bien sûr mais plus largement, je le crois. C’est l’immense responsabilité qui repose désormais sur nous. A nous d’affirmer son identité et son ambition.
En 1920, nous avons vécu avec les Communistes une rupture idéologique. En 1971 le nouveau Parti Socialiste et le PCF ont conclu des accords programmatiques et électoraux. Le temps a passé. L’histoire vient de trancher les divergences idéologiques et de donner raison aux Sociaux-démocrates, aux Socialistes que nous sommes. Aux Communistes français d’en tirer les conséquences, rapidement. Parler vite et agir fort. C’est ce que nous leur demandons. Faute de quoi, bien entendu, il nous appartiendrait de nous en expliquer devant les militants et devant les électeurs qui sont, nous le savons bien, les électeurs de gauche.
C’est dire que ces graves événements qui sont aussi la traduction d’un immense succès au niveau du mouvement historique des idées, immense succès pour nous, appellent de nous que nous prenions maintenant nos dispositions pour être le grand Parti de la Gauche. Nous avons espéré cela depuis des années. On a souffert, en France, particulièrement, contrairement à d’autres pays, d’avoir deux grandes formations ; l’une ou l’autre a dominé suivant les périodes. C’est nous maintenant qui sommes en tête, mais c’est nous maintenant qui devons assurer la primauté et qui devons pouvoir assurer le plus large rassemblement, même si je suis persuadé qu’à côté de nous il peut y avoir d’autres formations. Ce sont les événements des semaines, des mois et des années qui viendront qui nous le diront.
En tout les cas, c’est une analyse que j’ai voulu vous présenter. C’est aussi sur bien des points une interrogation mais je tenais à la faire avec un immense espoir, celui qu’effectivement nous puissions ouvrir la large porte à la social-démocratie, au Socialisme qui est le nôtre. Merci.
(Applaudissements)
Le président - Merci à Pierre Mauroy.
Je donne la parole à Gérard Fuchs.

Gérard Fuchs
Chers camarades, le putsch de Moscou qui motive la convocation de ce Comité directeur extraordinaire n'était pas en lui-même un événement imprévisible. Son risque était connu depuis des mois et les déclarations successives de Chevardnadze et Iakovlev par exemple, nous avaient bien confirmé dans l'idée de la probabilité d'un tel coup.
Imprévu par contre fut le moment. J'avais personnellement nourri quelques craintes à la veille de la signature du traité sur l'unité allemande et je m'inquiétais à nouveau que l'hiver à venir et ses pénuries économiques assurées ne fournissent aux conservateurs une autre opportunité.
Dès lors cependant que l'événement avait lieu, l'attitude de la direction du Parti a été dictée par deux considérations.
Tout d'abord, notre conviction profonde que cette tentative pour inverser le cours de l'histoire à quelque moment qu'elle se produise, était absurde : une volonté de mise sous tutelle de la démocratie ne pouvait qu'accélérer la marche de la dissociation des Républiques, que les putschistes prétendaient enrayer ; ce n'était ni l'armée ni le KGB qui pouvaient relancer une économie paralysée par 70 ans de centralisme administratif. La remise en cause du processus de désarmement engagé par Mikhaïl Gorbatchev n'allait pas engendrer une sympathie de la Communauté Internationale de nature à favoriser l'opération séditieuse.
Deuxième considération, le fait que l'arrestation de Boris Eltsine n'était pas simultanée à celle de Mikhaïl Gorbatchev nous amena à penser que soit les putschistes avaient le respect d'une personnalité directement élue par le peuple, hypothèse, on en conviendra, assez peu plausible, soit ils n'avaient pas les moyens de leurs ambitions ou bien celles-ci étaient moins clairement établies qu'on ne pouvait s'y attendre.
Dès lors, la position que nous avons exprimée, Pierre Mauroy en tête avec détermination et sans ambiguïté, s'est articulée, au-delà d'une condamnation sans équivoque, autour de deux affirmations.
Le putsch ne devait pas être considéré comme irréversiblement réussi, le soutien aux forces démocratiques devait se manifester par tous les moyens.
Les soi-disant nouveaux dirigeants ne devaient pas être reconnus comme tels et l'exigence première devait être la restauration des autorités légitimes du pays.
Une série de dispositions pratiques, Pierre Mauroy l'évoquait, avaient été préparées pour le mercredi soir dernier : mise en place avec les élus du suffrage universel d'un Comité national et de Comités départementaux de soutien à la démocratie en URSS, préparation d'une grande manifestation nationale en liaison avec l'ensemble des organisations démocratiques intéressées, actions diverses au sein des associations de villes jumelées et de France-URSS, enfin, prises de position spectaculaires de l'Union des PS et de la Communauté européenne et de 1'Internationale Socialiste, envoi enfin le plus rapidement possible, à Moscou, dès mercredi ou jeudi, dans notre esprit, si le putsch n'avait pas été enrayé, d'une délégation conduite par Pierre Mauroy.

Fondation Jean Jaurès

L’échec rapide du putsch - cela demande à être analysé - a rendu heureusement sans objet ces dispositions, le principe d’une mission à Moscou étant cependant maintenu pour les quinze jours qui viennent. Je pense, cela dit, que nous pouvons être satisfaits de la façon dont notre parti a géré cette nouvelle crise et je souhaite surtout maintenant en analyser devant vous un certain nombre de prolongements.

Mon premier point concernera la re-émergence avec force dans l’Europe de l’Est de nationalismes que l’on pouvait croire périmés. Le désir des peuples de cette région de retrouver, après 40 ou 70 ans d’oppression Communiste, les racines de leur identité est compréhensible. Mais les conditions de ces retrouvailles nous interpellent.

J’ai beaucoup entendu parler ces derniers jours du nouvel équilibre que l’échec du putsch, mais aussi son existence, avait instauré entre Boris Eltsine et Mikhaïl Gorbatchev C’est à mon avis regarder les choses par le petit bout de la lorgnette. Le point central est celui de l’avenir de l’Union, si tant est qu’elle demeure et de la répartition des compétences qui va s’établir entre elle-même et les Républiques. Eclatement irréversible ou nouveaux liens : là est, je crois, la première question essentielle.

Je laisse de côté bien sûr, en disant cela, le cas des Républiques baltes, déjà évoqué par Pierre Mauroy, dont l’occupation n’a jamais été reconnue par la France et dont l’indépendance doit être aujourd’hui considérée comme acquise.

Nous sentons bien, cela dit, que les difficultés économiques à venir ainsi que leurs conséquences sociales, et les deux seront terribles, peuvent pousser à l’exacerbation de nationalismes qui seraient très vite porteurs de conflits internes meurtriers, voire de véritables guerres civiles : il suffit de regarder l’imbrication des populations et des ethnies, et en conséquence dans bien des cas, l’impossibilité de tracer sans drames de nouvelles frontières.

Nous sentons bien que la réponse à la question, maintien ou non de l’Union, conditionne les modalités de l’aide que nous devons immanquablement accroître : qui aider, les Républiques ou le centre ? Encore qu’à mon avis le comment aider est encore plus important que le qui aider et que la réponse à la première question entraîne réponse à la seconde.

Plutôt que de mettre l’accent, comme le fait aujourd’hui une majorité de commentateurs ou de responsables politiques, sur une aide financière augmentée, qui restera de toute façon une goutte d’eau dans la mer de ce qui sera nécessaire, je crois pour ma part à une aide pour réorganiser la distribution à l’intérieur de l’Union soviétique.

Nous savons bien par exemple que 20 à 30% de la production agricole du pays est à l’heure actuelle perdue à travers des stockages, des transports déficients, et justement ce réseau de distribution défaillant.

Je crois à une aide pour stimuler la production de l’appareil industriel existant, car là aussi nous savons bien que celui-ci est notoirement sous-utilisé pour toute sorte de raison que nous connaissons.

Je pense que là sont les deux leviers d’action à l’effet le plus rapidement efficace, ce qui est bien sûr politiquement essentiel.

Fondation Jean Jaurès

Nous sentons bien aussi, cela étant, que les orientations qui seront retenues pour l'avenir de l'Union auront des répercussions considérables ailleurs, et je pense par exemple à la Yougoslavie. Il y a quelques mois je disais aux partisans d'une Slovénie complètement indépendante et surtout de la Croatie : attention aux répercussions sur l'Union soviétique.
La remarque peut être aujourd'hui aisément retournée. La conviction est que la Yougoslavie, que nous avons connue, comme l'Union soviétique, est aujourd'hui morte. Pour autant l'indépendance totale de ses composantes est-elle le meilleur scénario ?
Derrière cette dernière question, éclatement ou nouveaux liens, qu'il s'agisse de la Yougoslavie ou de l'Union soviétique, nous sentons bien que c'est, en fait, le devenir de l'Etat nation en Europe qui est en jeu. La terrible tentation de l'Est : construire autant d'Etats qu'il y a d'ensembles de populations homogènes, cette tentation, encore une fois compréhensible après l'oppression Communiste, n'est-elle pas porteuse avant tout de risques d'affrontements et de massacres ? Ne doit-on pas plutôt imaginer, à l'exemple de ce que fait en ce moment même la Communauté européenne à l'Ouest, la constitution d'ensembles plus vastes sans autres frontières intérieures que culturelles et mettant ou conservant en commun les nombreux éléments de souveraineté que les phénomènes d'internationalisation en cours ne permettent plus, c'est évident, d'exercer au niveau de chaque nation prise isolément ? Un tel objectif correspond en tout cas à mon souhait personnel.
Mon deuxième point général sera une réflexion sur la difficulté des transitions démocratiques pour des dictatures ou des systèmes totalitaires lorsque l'économie est en difficulté, lorsque la société civile n'existe pas. Il y a d'ailleurs, de façon plus que probable, un lien entre les deux phénomènes.
Je voudrais rappeler en effet, chers camarades, que l'été a été agité bien au-delà de l'URSS. La situation à Madagascar, en Algérie, au Togo - je vous ferai grâce d'une liste plus longue - amène à regarder au-delà de notre continent.
Pas de développement sans démocratie, pas de démocratie sans développement avons-nous dit depuis longtemps. Eh bien nous y sommes ! Qui peut-être sûr que la tentative de putsch du 19 août à Moscou est la dernière ? L'armée russe qui n'a pas voulu, dans la nuit du 20 ou 21, tirer sur des russes, acceptera-t-elle l'éclatement de l'Union, même sous la conduite de Boris Eltsine ?
Comment éviter, en Afrique ou ailleurs, de véritables putschs préventifs de la part de leaders décidés à réagir, avant que leur pouvoir soit irréversiblement entamé ?
Je pense que les vieux débats sur la conditionnante de l'aide internationale doivent être relancés. Trop longtemps, nous avons hésité à nous engager dans cette voie, craignant des accusations d'ingérence et de néocolonialisme, y compris lorsque celles-ci recouvraient de façon évidente des politiques absolument injustifiables. Aujourd'hui où les droits de l'Homme et la démocratie progressent comme jamais, nous devons, me semble-t-il, avancer de nouvelles propositions. Annoncer, de façon claire et transparente, que l'aide internationale sera à l'avenir liée au respect de principes démocratiques de base

est peut-être, au-delà de l'économie, la meilleure aide véritable.
Mon troisième point - rassurez-vous je ne dépasserai pas cinq minutes - concerne le budget de défense de notre pays, pour lequel je voudrais commencer par rappeler quelques évidences.
Une décision concernant notre sécurité engage aujourd'hui notre avenir à vingt ou trente ans, car tel est le délai qui s'écoule entre la décision de réalisation d'un programme majeur et la fin de la durée de vie du matériel correspondant. C'est dire que toute décision budgétaire doit être appréciée non sur le seul court terme, mais à la lumière de l'évaluation de l'environnement et des conditions de sécurité de notre pays à un horizon de plusieurs décennies.
Pour être plus clair encore : ceux qui le lundi d'un putsch à Moscou réclament une augmentation du budget de la défense ne sont pas sérieux ; mais pas davantage le sont ceux qui le mercredi de l'échec du même putsch réclament la diminution de ce même budget.
Chers camarades, croyez bien que moins nous pourrons dépenser pour notre défense dans les années qui viennent et plus je serai heureux. Mais je ne soutiendrai jamais quelque décision que ce soit qui ne soit pas fondée sur une analyse réaliste des risques et des menaces à moyen terme et telle me paraît devoir être la position de notre Parti : je n'en dirai pas davantage pour aujourd'hui.
Mon quatrième point concerne la disparition du Communisme, que l'on peut considérer - Pierre Mauroy le disait - comme pratiquement acquise. J'en suis tout à fait ravi car j'ai toujours combattu une doctrine d'essence éminemment totalitaire. Comment appeler autrement en effet une conception du monde où une avant-garde éclairée prétend faire le bonheur des gens à leur place, fut-ce au prétexte de leur aliénation ?
On ne peut pas relire aujourd'hui le discours de Léon Blum au Congrès de Tours sans éprouver une profonde émotion et je pense que nous devrions dans les temps à venir lui rendre à nouveau le plus solennel hommage.
C'est assez dire que nous devons inviter aujourd'hui ceux qui se réclament du Communisme et en premier lieu le Parti Communiste français à tirer toutes les leçons de l'immense séisme qui vient de se produire.
Il ne suffit pas à cet égard de dire que l'Union soviétique n'est pas la France, il s'agit maintenant que les leçons soient tirées de 70 ans d'errements trop souvent, nous le savons, tragiques.
L'effondrement du Communisme doit-il pour autant se traduire par la victoire du capitalisme le plus sauvage et du libéralisme le plus primitif ? De toutes les fibres de ma conviction politique, à cette question, comme vous, je réponds : non !
Une telle victoire demain serait dramatique. Imaginez un instant la situation de l'ex RDA, transposée à l'échec elle de l'Europe de l'Est, Union soviétique comprise, et sans aide équivalente à celle de l'ex-RFA bien sûr car ce n'est évidemment pas possible. Que pourrait engendrer socialement, politiquement, voire militairement une situation où des dizaines de millions de chômeurs non protégés lutteraient pour une véritable survie ? Qui peut douter un instant

Fondation Jean Jaurès

d'ailleurs que se lèveront progressivement dans toutes les Républiques des forces social-démocrates refusant un tel scénario et que nous serons heureux d'accueillir dans notre Internationale Socialiste !
On m'a souvent demandé, ces derniers jours, ce que je pensais véritablement de Boris Eltsine. Ma réponse est simple et tient en deux phrases sans à priori. Un, la tentative de putsch de Moscou a montré que Boris Eltsine pouvait être un défenseur déterminé et courageux de la démocratie : il a dans ce rôle mon soutien entier et sans restriction. Deux : c'est cependant aussi à l'aube d'autres événements que nous aurons à porter une appréciation définitive : face aux difficultés sociales extrêmes qui s'annoncent à l'Est, que va-t-il faire ?
S'il montre demain dans le combat pour la justice et la solidarité le même dynamisme que dans le combat pour la démocratie, alors je n'aurai plus de réserve Nous ne tarderons plus, nous le savons bien, à être bientôt fixés.
Reste le dernier point de mon intervention et non le moindre, même si je me contenterai de le survoler. Quelles conséquences devons-nous tirer des événements en cours en ce qui concerne notre identité de Socialistes ? Comment poursuivre dans les meilleures conditions un combat pour le Socialisme démocratique dont je viens de dire à quel point il me parait plus indispensable que jamais ?
Schématiquement je rappellerai - ici c'est inutile, mais quand même - le capitalisme a été défini au 19ème siècle comme une formation socio-économique caractérisée par la domination d'une classe, la bourgeoisie, propriétaire des moyens de production et d'échanges, et par la compétition et la recherche du profit maximum s'exerçant dans le cadre du marché.
Le Communisme a voulu se poser en doctrine inversant totalement le schéma que je viens de rappeler. La bourgeoisie devait être remplacée par le prolétariat, la propriété privée par la propriété d'Etat ; la compétition et le profit devaient disparaître ainsi que le marché à remplacer par le plan.
Je n'insisterai jamais assez, pardonnez-moi de laisser transparaître ainsi une formation plus scientifique que juridique, sur la faute logique énorme que représente l'inversion précédente, dans une totalité qui, je l'ai indiqué, contenait en germe le totalitarisme qui s'est rapidement développé.
Nous, Socialistes, n'avons jamais accepté l'idée de remplacement d'une classe par une autre, l'idée d'une avant-garde seule éclairée : le respect du suffrage universel a toujours été notre règle de vie intangible et l'expérience Communiste a bien montré, tragiquement, à quel point nous avions raison. Je pense cependant que sur les autres points que je viens d'évoquer, la poursuite de notre réflexion est indispensable. Il n'y a pas de liberté sans marché, tout le monde en est aujourd'hui chez nous heureusement convaincu, mais dix ans de pouvoir ne nous ont pas encore permis de montrer comment éclairer un marché par définition myope à travers une planification stratégique. Il n'y a pas de progrès sans compétition, avons-nous pour autant trouvé toutes les règles qui doivent encadrer cette compétition afin que le souci de justice sociale et de solidarité qui demeure notre raison d'être fondamentale se trouve très concrètement traduit ?
Nous sommes convaincus qu'il n'y a pas d'économie sans profit mais la

Fondation Jean Jaurès

véritable question n'est-elle pas celle des conditions et des critères de répartition de ce profit et le débat sur ce point ne demeure-t-il pas largement à engager ?
Enfin, point à mes yeux tout à fait essentiel, plutôt que de débattre du couple propriété privée - propriété publique ne devons-nous pas nous intéresser au concept même de propriété comme somme de pouvoirs de décisions et examiner quelles redistributions possibles de ceux-ci entre les différents partenaires de l'entreprise peut permettre d'assurer au mieux la conjonction, nous le savons, de plus en plus indispensable de l'efficacité et de la démocratie ?
Chers camarades, j'ai bien conscience que beaucoup des réflexions que je viens de présenter concernent très largement l'élaboration de notre projet. Mais n'est-ce pas un clin d'œil agréable de l'histoire qu'au moment même où se passent ces formidables révolutions à l'Est nous soyons justement en train de le préciser ?
Ayons conscience alors de notre responsabilité historique. Nous venons de gagner la revanche du Congrès de Tours. L'avenir de la Gauche dans notre pays, l'avenir de tous ceux qui continuent de fonder sur elle leur espérance, cet avenir repose maintenant sur nous seuls.
(Applaudissements)
Je vais vous lire le projet de résolution qui vous est proposé. Ce projet a été adopté par le Bureau exécutif de ce matin, et sera proposé, comme nous sommes un peu en mélange Comité directeur - groupe parlementaire - à votre ratification tout à l'heure. Bien évidemment des améliorations sont quand même possibles.
Je vous lis donc ce texte.

Texte adopté par le Comité directeur extraordinaire du 28 août 1991

Le Parti Socialiste, qui a immédiatement et fermement condamné la tentative de putsch du 19 août à Moscou, se félicite de la rapidité de son échec.
L'initiative absurde des conservateurs de l'ancien régime ne pouvait engendrer que régression démocratique, détérioration économique accrue, menaces sur la paix intérieure voire extérieure.
Le double soutien apporté, à l'initiative du Président de la République, à la fois à Mikhaïl Gorbatchev, père de la Perestroïka, et à Boris Eltsine, principal artisan de la lutte contre le putsch, a fait preuve de son efficacité.
Aujourd'hui, une chance nouvelle apparaît pour la démocratie et les libertés, qui peuvent pour la première fois dans l'histoire trouver en URSS un véritable droit de cité. Les Socialistes et les socio-démocrates qui, partout en Europe, s'étaient opposés dès 1920, au Communisme naissant, dont ils jugeaient les fondements lourds de germes de totalitarisme, trouvent dans ces événements une confirmation de leurs thèses et de leurs espoirs.
Les Socialistes se félicitent de l'indépendance retrouvée des Etats baltes, victimes au début de la deuxième guerre mondiale d'un coup de force dont ils n'ont jamais reconnu la légitimité.
Ils invitent l'ensemble de ceux qui se réclament du Communisme, et notamment le PCF, à tirer toutes les leçons du séisme en cause. Il ne suffit pas de dire que l'Union soviétique n'est pas la France. Il s'agit maintenant de tirer les leçons, théoriques et pratiques, de soixante dix ans d'errements trop souvent tragiques.
Pour autant, l'avenir de la situation à l'Est ne peut être considéré comme sans

Fondation Jean Jaurès

nuages.
La montée des nationalismes internes, pour compréhensible qu'elle soit chez des peuples qui ont soif de renouer avec des identités trop longtemps niées, ne peut se développer anarchiquement. Le mélange des ethnies ou des religions risquerait sans cela de conduire à de très dangereuses guerres civiles. De nouvelles formes de relations entre les peuples et les Etats doivent être inventées à l'Est comme à l'Ouest.
A cet égard, les Socialistes se félicitent de la proposition faite par la France et acceptée par la Communauté européenne d'imposer une médiation de paix en Yougoslavie.
Les difficultés économiques graves qui sont prévisibles doivent par ailleurs retenir l'attention. Leurs conséquences négatives possibles, sociales voire politiques, doivent absolument être évitées. Une aide accrue, liée au respect des droits de l'Homme, doit viser à améliorer le plus rapidement possible les situations existantes.
Le Parti Socialiste en ce qui le concerne apportera son plein soutien aux forces politiques et sociales qui, au-delà des conquêtes démocratiques, se bâteront pour les valeurs de justice et de solidarité.

Michel Vauzelle
Je voudrais simplement, mes chers camarades, vous rendre compte de la mission que les parlementaires ont effectuée à Moscou.
Jean Lecanuet, en tant que président de la Commission des Affaires étrangères du Sénat et moi-même, en tant que président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée Nationale, nous nous sommes rendus à Moscou à la demande du Président de la République mercredi dernier... Nous y avons rejoint Jean-Michel Boucheron, président de la Commission de la Défense de l'Assemblée Nationale qui, je dois le souligner, parce qu'il ne le dira peut-être pas lui-même, a eu le courage de rester dans le bâtiment du Parlement russe pendant la durée du putsch, au moment où, en effet, le risque physique était majeur.
Je crois qu'on peut souligner ce geste, il y a tant de nos collègues sur les bancs de droite, dans l'hémicycle qui n'ont pas assez de mots déclamatoires pour vanter la liberté des pays baltes ou l'intégrité du Liban. Le courage d'un parlementaire qui est aux côtés de ses collègues à l'intérieur du Parlement russe tandis que ce Parlement est menacé par les chars des putschistes, voilà une belle image à rappeler à ceux qui, aujourd'hui, critiquent si facilement les parlementaires.
(Applaudissements)
Dans cette mission de parlementaires, voulue par le Président de la République, nous avons donc rejoint Jean-Michel Boucheron à Moscou et je dois dire que nous n'avons pas de craintes à avoir, c'est en tout cas une des leçons que nous avons ramenées de Moscou, comme on semblait le laisser entendre de manière très polémique et d'une manière politicienne tout à fait déplacée quand il s'agit de sujets pareils, pour les relations entre la Russie et la France.

Fondation Jean-Jaurès

Le fait qu'un diplomate français se soit trouvé dans l'avion qui a ramené Mikhaïl Gorbatchev à Moscou, le fait qu'un parlementaire français ait pu aux côtés de Boris Eltsine du Parlement russe, s'adresser à des dizaines de milliers de russes qui fêtaient la liberté face au putsch, le fait que nous ayons pu rencontrer en tant qu'émissaires de François Mitterrand, dont le nom a été acclamé par cette foule aux côtés de Boris Eltsine, et Boris Eltsine et Mikhaïl Gorbatchev le même jour, une journée un peu chargée, pour eux, on l'imagine, cela révèle je crois ce fait seulement et par les propos qui nous ont été donnés par le Président de Russie et le président d'Union soviétique, ceci révèle, je crois, que le Président de la République, et le gouvernement, ont bien travaillé depuis tant d'années pour aider et favoriser le mouvement de démocratisation qui est en cours actuellement en Union soviétique et en Russie.

Ce n'est pas parce que chacun reconnaît aujourd'hui les mérites de Boris Eltsine qui en effet, par le courage physique dont il a fait preuve durant ces jours difficiles, choisissant de rester au risque de sa vie à l'intérieur du Parlement russe, face aux tanks des putschistes, qu'il faut pour autant oublier les mérites de Mikhaïl Gorbatchev

Aux Soviétiques, aux Russes, au peuples d'Union soviétique, naturellement, de déterminer sans ingérence de notre part, le nouvel équilibre des forces entre le centre et les Républiques... entre Mikhaïl Gorbatchev, Président de l'Union, Boris Eltsine Président de la Russie, et les pouvoirs des autres Républiques.

Mais il n'est pas question d'oublier le passé... un passé qui, grâce à Mikhaïl Gorbatchev a été marqué par un processus proprement révolutionnaire mais pacifique.

L'évolution qu'ont pu connaître les Républiques d'Europe de l'Est n'a été possible, pas seulement sans doute grâce à lui, mais en grande partie grâce à l'intelligence du cœur et de l'esprit de Mikhaïl Gorbatchev

Il n'est pas question aujourd'hui de l'oublier par le passé. Pas davantage pour l'avenir même si c'est l'affaire des Soviétiques.

Nous ne pouvons négliger le rôle de Mikhaïl Gorbatchev dans l'évolution de l'Union dans les jours, les semaines, les mois et peut-être les années qui viennent. Aux Soviétiques de dire leur choix.

Il est sans aucun doute souhaitable que comme ils en avaient décidé, avant le putsch, Boris Eltsine et Mikhaïl Gorbatchev continuent la main dans la main à accompagner, à diriger, à conduire le mouvement actuellement en cours dans l'ensemble des Républiques soviétiques. Les événements qui viennent de se dérouler sont sans doute difficiles à lire. Il me semble tout de même que l'on doit ne pas oublier que dès lors que nous, Socialistes, nous soutenons partout où elle est en cause, dans le monde, la liberté et la démocratie, nous ne pouvons pas oublier qu'au rang de ces libertés, il existe une liberté essentielle qui est le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le droit des peuples à disposer de leurs cultures, le droit des peuples à s'épanouir, selon leur identité culturelle, et le cas échéant pour leur liberté nationale.

La nation, ce n'est pas forcément le nationalisme... et à vouloir contrarier - parce qu'il y avait un danger de nationalisme, de xénophobie, de racisme, le libre droit

des peuples à disposer d'eux-mêmes, nous risquons, pas nous, mais d'autres pourraient risquer de faire le jeu en effet des pires réactions et des pires tentations nationalistes, xénophobes, et racistes.
Il me semble que si nous voulons lire les événements qui se sont produits en Europe, depuis la chute du mur de Berlin, cette clé est indispensable.
L'identité culturelle, l'identité nationale... c'est pourquoi nous avions accepté l'unité de l'Allemagne... c'est pourquoi nous devons lire avec beaucoup de prudence l'évolution de la situation en Yougoslavie.
C'est pourquoi nous devons lire avec beaucoup de prudence l'évolution de la situation... plutôt que de chercher à contrarier les mouvements de libération nationale, nous devons, au contraire, chercher à les accompagner... et puis ensuite à faire en sorte, avec des responsables démocratiquement élus, reconnus par leurs peuples, reconnus par leurs nations, alors de trouver les voies et moyens d'une bonne gestion économique, sociale et politique de leur situation.
Si nous n'avions pas cette attitude, nous prendrions le risque insupportable, pour les Socialistes, de soutenir des centres qui n'exerceraient ou qui ne seraient tentés d'exercer leur pouvoir qu'en s'appuyant sur l'armée fédérale, que ce soit en Yougoslavie, ou en Union soviétique.
Ce risque, nous ne pouvons pas le prendre. Je sais bien qu'il n'est pas facile de prendre l'autre risque, qui est celui de la liberté et notamment de la liberté pour les nations de s'exprimer 1ibrement.
Il me semble que c'est là-dessus que nous devons réfléchir si nous voulons être, comment dire, dans le courant de ce qui se passe en ce moment, en Europe centrale, ou orientale.
Pour finir, je voudrais simplement rappeler que le Président de la République avait lancé, à la fin de 1989, anniversaire cher à nos cœurs de républicains et de Socialistes, le deuxième centenaire de la Révolution Française... l'idée d'une Confédération de l'Europe tout entière. Ce débat a été plus ou moins bien accueilli lors de la réunion de Prague. Je crois que c'est dommage et je pense que nous devrons tenter de voir s'il n'est pas possible de discuter, de décider cette Confédération européenne, avec ceux des parlementaires, des pays d'Europe de l'Est centrale, d'Union soviétique, qui trouvent cette idée intéressante.
En effet, il faudra bien, en attendant, que ces peuples puissent envisager d'adhérer à la Communauté des 12, trouver une formule qui rassure ces peuples qui viennent victorieusement et souvent très courageusement de se battre pour la démocratie.
Il faudra bien leur offrir une formule politique qui peut s'appeler "Confédération" mais qui peut s'appeler autrement, et qui je crois répond assez bien aux souhaits de ces peuples et à leurs nécessités, telles qu'ils les ressentent, en tout cas aujourd'hui.
C'est pourquoi je crois utile qu'à la rentrée les parlementaires Socialistes, d'autres membres ou responsables du Parti Socialiste, cherchent à reprendre le fil du dialogue avec les parlementaires élus démocratiquement des pays d'Europe de l'Est et d'Europe centrale pour voir si cette formule de la

Confédération, proposée par le Président Mitterrand n'est pas la plus adéquate précisément pour la période transitoire sans doute qui s'ouvre pour l'ensemble européen.
Enfin je voudrais souligner combien il est important que le Président de la République et le ministre des Affaires étrangères - et je leur rends hommage - acceptent une diplomatie parlementaire active sans en prendre ombrage, mais au contraire en la suscitant.
Il ne s'agit pas d'une diplomatie parallèle. Il s'agit d'une diplomatie complémentaire, comme celle que conduisent depuis fort longtemps nos collègues du Sénat américain ou d'autres parlementaires.
Je crois qu'il est très important que devant les événements qui bouleversent la scène internationale, depuis la chute du mur de Berlin, pas seulement Europe, mais également dans le monde méditerranéen, au Moyen-Orient, en Indochine, en Afrique, ailleurs dans le monde, les parlementaires soient présents.
Au moment où nous avons affaire à des critiques aussi injustes, il est important que sur cette scène internationale, la France soit bien défendue et également par ses parlementaires.
(Applaudissements)
Claude Estier - La parole est à Jean Poperen et ensuite à Lionel Jospin.

Jean Poperen
Mes chers camarades, Pierre Mauroy a déjà exprimé ce qu'est, sur cet événement et sur ses développements possibles, notre position. Et puis, Gérard Fuchs, Michel Vauzelle, viennent d'apporter toute une série d'analyses et d'éclairages avec lesquelles, sur l'essentiel, je me sens tout à fait d'accord.
Comme l'a montré l'exposé de Gérard Fuchs, inévitablement, et c'est bien d'ailleurs, ayant ce débat, nous sommes amenés déjà à nous engager dans notre propre débat sur le projet. Aussi bien, ce sont les fondements sur lesquels une partie de la Gauche a vécue, et nous en alliance avec elle, j'y reviendrai, qui se trouvent balayés.
Donc nous touchons à ce que va être notre débat des semaines à venir. Pour ma part, je n'aborderai pas cet aspect des choses. Je trouve fort bon que Gérard l'ait fait.
Je veux d'abord essayer de réfléchir aux moments que nous venons de vivre, c'est-à-dire à l'échec de la voie réformatrice... encore faut-il bien préciser ce qu'on entend à cet égard par échec dans le développement... et puis essayer d'avancer quelques propositions. J'ai commencé à le faire... hier et ce matin, en ce qui nous concerne, nous aussi.
Enfin l'événement survient à quelques semaines d'une rentrée dont on considérait généralement qu'elle ne serait pas très facile et pour quelques conversations que j'ai eues tout à l'heure, ou ces derniers jours, j'ai le sentiment que dans l'ensemble, à court terme, je dis bien à court terme, nous pensons que cela ne va pas forcément nous faciliter les choses. Cela les facilitera d'autant moins, comme cela nous arrive trop souvent par les temps qui courent, que nous courbons l'échine, et que nous prenons les coups sans les rendre.

Fondation Jean Jaurès

Je ne crois pas que ce soit la même méthode, ni en ce moment, ni jamais. D'abord, moi je voudrais dire et je rejoins ce qu'a été le sentiment fortement exprimé par Mauroy, disons même une semaine après l'événement, puisque c'est le mercredi que cela a échoué, disons notre joie... sans réserves enfin, un événement comme celui-là, attendu et espéré depuis si longtemps, et permettez-moi de le dire préparé par notre combat.
D'abord notre joie d'autant plus que le lundi, disons-le, sans le dramatiser, nous étions un peu et même un peu plus qu'inquiets. C'est quelque chose qui doit d'abord nous réjouir.
Constatons à partir de là deux choses :
- C'est la fin du système de pouvoirs... peut-être unique dans l'histoire, dans sa perfection, tel qu'il se concevait...
- Et d'autre part, nous sentons bien que l'événement de la semaine dernière, il a été préparé par un lent cheminement.
Il est bon, alors qu'on est si prêt de l'événement, d'essayer d'y réfléchir. Fin d'un système de pouvoirs, d'un pouvoir qui n'était plus rien dès lors qu'il n'était pas tout et qui ne se perpétuait que parce qu'il ne se détaillait pas.
C'est d'ailleurs pourquoi les Staliniens très tôt, ont essayé de s'opposer à Kroutchev, convaincus qu'ils étaient que si on commençait à desserrer, le reste, petit à petit, y passerait.
C'est pourquoi les Staliniens français, qui dans le genre, étaient inattaquables, exemplaires comme Staliniens, furent si hostiles d'abord à Kroutchev ouvertement, et plus sournoisement aujourd'hui, tout le monde le sait, à Gorbatchev. Ils considéraient que dès lors qu'on entrouvrait et on commencerait à toucher au système, le système était mis en cause. D'un certain point de vue, ils n'avaient pas tort... le cheminement a commencé dès ce moment.
Nous, combattant ce système, nous avons eu cependant la crainte que l'astre ne continue à tourner indéfiniment... nous nous demandions parfois s'il serait mis en cause et battu. Depuis déjà longtemps, l'astre était mort... il y a des astres qui continuent à tourner lentement. Le système avait été insufflé par l'idéologie, mais il s'était peu à peu vidé de l'idéologie, ce qui n'enlève rien au fait que c'est cette idéologie là qui l'avait mis en place.
Le Brejnévisme qui a prolongé de 20 ans après la tentative Kroutchevienne avait découvert deux choses.
D'une part, que l'on pouvait et que l'on devait camoufler l'idéologie en liturgie.
D'autre part, que le système pouvait se maintenir mieux par la tension internationale.
Le système a été relancé d'abord par la fameuse grande guerre patriotique. C'est autour de cela que Staline a pu refaire la cohésion nationale, pas du tout autour du Communisme... mais autour du système, parce qu'il menait la guerre patriotique et puis ensuite la guerre froide. Il s'est trouvé affaibli dès lors que la guerre froide a commencé à se desserrer... et nous, disons-le, je pense qu'on n'a pas du tout à en avoir honte, nous attendions un vrai réformateur. Nous attendions Gorbatchev. C'est pourquoi nous avons été pour. Le Président de la République a été pour... et nous avons eu raison d'être pour.

Fondation Jean Jaurès

Simplement, pour aller vite, pour aller au plus court, la voie réformiste de l'intérieur n'a pas réussi. C'est là que je dis qu'il faut bien préciser le "n'a pas réussi"... elle a été préparée la semaine dernière... cela a été dit par d'autres que moi excellemment, d'ailleurs par madame le Premier Ministre elle-même. Il n'y aurait pas eu avec ce que cela impose, avec ce que cela symbolise... la réforme finalement a échoué en tant que réforme du système, c'est vrai, mais le combat réformateur, comme il arrive souvent dans l'histoire, a préparé le sursaut révolutionnaire de la semaine dernière et l'a rendu possible.
C'est le mérite historique que nul d'ailleurs, je crois, ne songera à discuter à Gorbatchev. Alors maintenant, pourquoi cela n'a pas marché ?
Il y a beaucoup de causes... il vient d'être traité pendant longtemps, je ne m'y attarderai pas. Ce sont des questions essentielles, nous le sentons bien, c'est l'éclatement de l'Union, des nationalités et des nationalités à l'intérieur des nationalités. C'est, en fait, la complexité des régimes...
Je m'arrêterai à ce qui est, et pardonnez-moi de rester matérialistes, philosophiquement parlant, tout de même, l'essentiel... cela aura été l'échec économique... Tous ceux que j'ai vus et entendus, revenant de là-bas nous disaient : "ce qui s'est produit,... ce qui a failli réussir allait se produire...ce moment, on le sentait venir... le coup, on le craignait depuis des mois et des années..." Pourquoi ? Parce que les assiettes étaient vides, les boutiques étaient vides, ce qui a valu pour hier doit valoir pour demain. C'est la problématique devant laquelle nous sommes. Est-ce que la France, va tenir le temps de la mise en route économique ?... qui ne pourra pas être rapide ? La problématique n'est pas foncièrement réjouissante, optimiste, mais elle est comme cela. Prenons un peu l'habitude de voir les choses qui ne sont pas plaisantes tout à fait en face. Cela pose le problème naturellement justement de la vigueur de cette force démocratique. On l'a vue dans la rue... Enfin elle était, par rapport à l'immensité de l'Union relativement peu nombreuse.
J'ai entendu un débat passionnant sur une périphérie il y a quelques jours sur la culture démocratique dans ce pays avec des arguments contraires mais les uns et les autres étaient assez convaincants.
Je crois qu'il y a des forces démocratiques réelles, nous l'avons vu... nous avons vu à la télé ces masses de mineurs revendiquer, voter la grève, discuter avec Gorbatchev. dans certaines circonstances. Il a là une force démocratique réelle, c'est sûr.
Comment imaginer que ce que le régime a produit... il a quand même produit beaucoup de choses... tous ces ingénieurs, ces cadres industriels, qui en plus, parce qu'ils avaient un contact au moins technique avec l'Occident, ont petit à petit appris que le savoir n'allait pas sans la liberté ?
Comment imaginer que là même, sous la carapace stalinienne Communiste n'ait pas, peu à peu fermenté le goût de la démocratie et de la liberté ?
Mais enfin, il faut que des forces importantes très vite, assises à la base démocratique traversent cette période pendant laquelle, économiquement, ce sera dur. Mon sentiment est même qu'il sera très dur, si j'en crois tous les gens plus qualifiés que moi qui en parlent. Raison de plus pour faire. J'entendais mon

ami dire il y a quelques jours "il faut foncer".
Nous avons devant ces pays en même temps que nous avons à la poursuivre en direction de ce qu'on appelle globalement d'une appellation commode le Sud, à apporter notre aide et je suis bien d'accord avec toi ce ne sont pas seulement des milliards de l'occident et tu es d'accord avec moi, je le pense aussi, Fuchs, ce sont aussi des milliards !Ce qui donc va nous amener à avancer plus concrètement dans la réflexion sur la mise en oeuvre de la politique de Cancun énoncée il y a dix ans tout juste par le Président qui a, petit à petit, essayé de la faire progresser, il l'a un peu fait avancer, mais naturellement pas au rythme qu'il faudrait compte tenu des besoins.
Là, nous sommes devant une très grande question qui, à mon avis, justifie que nous engagions d'abord là-dessus, parce que cela commande tout le reste, notre propre équilibre économique et aussi notre équilibre démocratique, parce que si cela se met à craquer dans l'une ou l'autre région du monde, comment imaginer, à l'heure de l'internationalisation, que nous n'en subirions pas les effets, d'autant plus que nous allons avoir à nous expliquer, à expliquer et à répondre, et quand je dis répondre, en pareil cas, vous le savez bien, ce n'est pas à cette assemblée où il y a tant de politiques chevronnés que je l'apprendrai, cela veut dire attaquer.
Nous allons subir certains effets de ce qu'on appelle, je n'aime guère l'expression, mais c'est bien de cela qu'il s'agit, certains effets indirects, mais durs pourtant, de l'onde de choc de l'événement, c'est à dire que nous qui avons été, on peut le dire, en première ligne, à la pointe, pour mener ce combat, dans un premier temps, nous allons en subir des effets politiquement difficiles.
Nos adversaires vont user, ils ont souvent dénoncé le mot, mais ils sont très doués, de l'amalgame, tout ce qui était là bas, c'était le Socialisme, donc tout ça, en gros, c'est apparenté, ils ne disent pas que c'est tout à fait la même chose, mais enfin, c'est apparenté.
Alors, je dis là que l'impudence est forte et il nous faut le dire. D'abord, quels sont les rapports des forces politiques françaises, la Droite et nous, par rapport à l'Union soviétique depuis vingt ans ? Qui a, par sa prise de position vraiment décisive, devant le Bundestag, donné le signal du refoulement de la menace militaire soviétique par le discours sur les SS 20, qui, sinon François Mitterrand ?
(Applaudissements)
Qui, on l'a rappelé tout à l'heure, permettez-moi de le faire à mon tour, est allé au Kremlin, ils étaient à côté, leur dire qu'il fallait la liberté pour Sakharov et tous les siens ? Qui ?… Pas eux… Nous, enfin, François Mitterrand.
Qui, et j'ai l'impression qu'on l'a oublié, je ne l'ai vu dire nulle part depuis huit jours, qui était constamment, dans l'élection présidentielle le candidat de Moscou, qui, sinon chaque fois le candidat de la Droite.
Tass, en 1974, à l'avant veille du scrutin, disait clairement qu'à Moscou, dans l'entourage de Brejnev, on souhaitait le candidat Giscard plutôt que Mitterrand.
Et alors, maintenant, ici, à l'intérieur qui a fait desserrer pour la première fois l'étreinte stalinienne française sur la Gauche française, qui, sinon nous, grâce à

la stratégie que nous avons adoptée au Parti, que nous avons constitué, au combat idéologique que nous avons mené, et c'est justement ce que la Droite nous pardonne le moins, puisque c'est par sa complicité avec le Parti stalinien français qu'elle était maintenue au pouvoir et c'est du jour où il n'a plus été majoritaire dans la Gauche, que la Gauche est arrivée au pouvoir.
(Applaudissements)
Vous comprenez que pour cela elle nous en veut beaucoup.
Qui a combattu constamment la mystification stalinienne dans ce pays ? Mais, bon, ce sont là les états de service, je crois qu'ils ne nous font pas honte, mais cela ne suffit pas pour gagner la bataille d'aujourd'hui, les état de service d'hier. Naturellement, il faut qu'on en gagne d'autres, on est là pour cela. Il faut dire, pas n'importe comment bien sûr, mais là je vous fais confiance, que ce qui vient de se passer ne peut pas être passé au compte des profits et pertes par cette déclaration que j'ai entendue depuis quelques jours, et naturellement le niveau le plus caricatural a été lundi matin, mais je n'ai pas tout entendu, ce qu'a dit Gremetz, mais les autres sont de la même veine, disant : nous, on n'a rien à y voir, c'est le Socialisme à la française, on ne sait toujours pas très bien ce qu'il est, c'est d'ailleurs ce qui fait sa vertu, mais, franchement, ce parti tel qu'il est encore aujourd'hui, tel qu'on le voit "gigoter" sous le coup de l'événement, c'était son identité, c'était sa référence. Donc il ne suffit pas qu'il dise ce qu'il pense de l'ensemble du système tel qu'il a évolué tel que sur soixante dix ans il s'est fait.
Deuxièmement, et surtout, parce que cela c'est plus immédiat et plus concret, je crois et tu l'as dit Pierre, c'est la vraie question, il ne faut pas qu'il nous dise que cela les concerne, qu'on n'a pas le droit de s'ingérer dans leurs pratiques, d'ailleurs ils ne se gênent pas pour le faire en ce qui nous concerne, qu'est-ce qu'ils font du centralisme démocratique ? Tant qu'ils vivent là-dessus, ce qui est quand même la référence au système, comment peuvent ils dire : nous on est différents ? Je n'insiste pas. Mais je pense que cela n'épuise pas le sujet. J'ai donné quelques arguments, il y en a certainement d'autres. Quoi que nous disions, quoi que nous fassions dans l'immédiat, je pense que tout cela on peut assez vite le dépasser; dans l'immédiat nos adversaires, la Droite vont pousser leur offensive, comme il arrive de plus en plus souvent maintenant il faut y faire attention. Le Pen a donné le ton dans son discours annuel de la Trinité sur Mer que j'ai lu, dont j'ai lu les commentaires, il ne se cache pas, il espère engranger de nouvelles fournées d'électeurs de la Gauche et notamment d'électeurs Communistes que l'événement va complètement déboussoler.
Alors, c'est là qu'il me semble que nous aussi nous devons faire preuve d'une certaine audace, et je disais qu'il faut foncer, reprenant une formule à propos de la coopération à l'URSS, mais je crois que nous aussi... Je ne veux pas dramatiser, nous n'avons pas des mois pour réfléchir. Je lance là quelques idées, mais il faut qu'assez vite nous réfléchissions ensemble aux initiatives que nous pouvons prendre
Pour terminer, j'ai déjà été un peu long, je dirai que mon constat, c'est que nous avons fait à Epinay le Parti Socialiste de l'union de la Gauche pour une période

bien déterminée et un combat bien déterminés, que comme tel nous avons gagné, mais nous entrons dans une autre époque.
Ma conviction, c'est qu'il faut à la Gauche une structure politique différentes Ce n'est pas encore parfaitement clair dans ma tête, je ne vais pas rédiger des statuts, non, mais l'idée est que nous devons offrir une structure ; il ne suffit pas de dire qu'on est le Parti du rassemblement, nous le sommes à l'évidence, mais il faut s'en donner les moyens et la structure, pour d'abord que dans un premier temps, il n'y ait pas de nouvelles déperditions, parce que, je concrétise : les diverses variantes d'opposants à Marchais, il y en a toute une brochette, au total cela fait du monde, et pour la première fois, je crois, dans leur histoire, des gens influents, implantés sur le terrain, pas seulement des cercles intellectuels parisiens, comme cela a été trop souvent le cas, bougent, c'est la substance même, et si cela ne bouge pas au prochain Comité central, j'emploie le conditionnel, je veux laisser jusqu'au bout la chance à l'histoire, si cela ne devait pas bouger, vous avez compris que c'est plutôt ce que je crains, si Marchais et son équipe campent, parce que je vais faire un mauvais jeu de mots, s'ils ne campent pas, ils décampent, mais s'ils campent sur leur position, alors que vont faire les autres ?
J'ai entendu sur une radio à midi quelqu'un qui familialement m'est assez proche, jurer qu'il ne voulait pas faire un PSU, quand j'aurai l'occasion de le rencontrer, je lui dirai : tout ce que tu dis montre que c'est ce vers quoi tu veux aller, et ici nous sommes un certain nombre d'experts, évidemment.
Donc, je crois qu'il faut créer les conditions pour que la perspective existe que toutes les forces disponibles se retrouvent.
Or, ils ne prendront pas, dans une échéance prévisible, leur carte au PS et il ne faut pas seulement leur dire : il faut bouger, il faut qu'on bouge aussi, parce que si nous n'avons pas à leur offrir autre chose que cette alternative, comme pour la plupart ils ne reviendront pas, ils se lanceront finalement dans cette aventure qui sera bien plus courte que celle qu'un certain nombre d'entre nous ont connue; et ces forces seront pour l'essentiel perdues.
Or, n'oubliez pas que si nous nous sentons dans le pays minoritaire, ce n'est pas seulement parce que nous subissons les effets des difficultés du pouvoir, c'est aussi parce qu'il y a eu constamment cette hémorragie de forces qu'influençait cet allié et font nous ne recueillons qu'une partie quand elle cessait d'être chez nous. Si l'on doit avoir une nouvelle poussée de ce genre, où irons-nous ?
Il y a autre chose, moi je pense aux autres qui essaient de se regrouper, tous ceux qui sont valables, pour le combat que nous menons, pourquoi on ne les retrouverait pas dans la même structure et puis est ce qu'on va laisser, nous taillant des croupières, il le fait bien, et s'engraissant un peu sur notre dos, M. Lalonde ?
Moi, je dis que nous devons, à partir de là, et j'en ai fini, réfléchir à ce que peut être la mutation que nous entreprenons nous-mêmes pour être effectivement le grand parti du rassemblement, c'est maintenant la tâche pour nous,
(Applaudissements)
Le président - La parole est à Lionel Jospin.

Lionel Jospin

Chers camarades, d'une certaine façon, j'aurais pu me dispenser d'intervenir dans la mesure où l'essentiel de ce qui a été dit abordé sous des angles différents, à partir d'expériences parfois récentes, différentes, par ceux qui m'ont précédé à cette tribune, correspond également à ce que je pense, mais en même temps c'est une réunion peu fréquente du Comité directeur et des groupes parlementaires du Parti convoquée par le premier secrétaire et m'étant exprimé au sein de l'instance gouvernementale, ayant eu l'occasion de m'exprimer notamment pour défendre la politique de la France un peu sur les médias et ayant fait une interview sur ces questions dans le Monde cet après-midi, je penserais finalement anormal que ce ne soit pas aussi devant le Comité directeur du Parti que je dise quelques mots, mais je rejoindrai dans mes analyses et peut-être les ferai je pour cela plus brèves beaucoup de ce qui a été dit notamment par le premier secrétaire Pierre Mauroy.

Nous avons été tous frappés, même si nous n'avons pas pensé à le dire, par le fait qu'au moment où se produisait ce considérable événement en URSS le 19 août, le 20, le 21, ou le 22, nous pensions à ce qui s'était passé vingt trois ans avant en Tchécoslovaquie, lorsque le printemps de Prague avait été écrasé dans cette fin d'été, et ce qui avait été écrasé à cette époque, c'est un espoir et peut-être la dernière chance d'une auto-réforme démocratique du Communisme, venait à nouveau d'être écrasé dans le centre même du dispositif en URSS, mais ceux qui étaient cette fois les putschistes étaient saisis d'une mortelle faiblesse même si nous ne le savions pas encore dans les premières heures de cette tentative, mortelle faiblesse, expression elle même de l'extraordinaire décomposition de ce système stalinien au cours des années, qui avait conduit de la Hongrie de la Tchécoslovaquie et même encore de la Pologne jusqu'à cette tentative de putsch du 19 août 1991.

Comme l'a dit Jean Poperen, ces événements, nous sommes nombreux, hommes et femmes, à les avoir espérés, attendus, à avoir combattu même pour qu'ils se produisent.

Le totalitarisme Communiste, il faut le dire, malheureusement, même si certains d'entre ceux qui sont ici dans leur propre histoire personnelle n'auraient jamais voulu associer Communisme et totalitarisme, devait être un jour balayé comme le totalitarisme hitlérien l'avait été lui-même, et si une auto réforme du système Communiste était possible, je pense personnellement, que c'est dans cette décennie qui a été de la commune de Budapest en 1956 au printemps de Prague en 1968 qu'elle pouvait peut être, cette occasion historique, être saisie. Elle ne l'a pas été. Ensuite, je pense que le système n'était plus réformable, mais qu'il devait à un moment, pour peu que l'occasion historique soit fournie, être brisé ou se briser plus exactement, et au cours des longues années du brejnévisme, malgré les apparences de la puissance, c'est une nécrose mortelle qui s'est emparée de ce système.

Ces événements espérés étaient attendus aussi et ce qui s'était produit au cours des deux dernières années dans les pays de l'Est, en Tchécoslovaquie, en

Hongrie, en Pologne, en Allemagne de l'Est, dans quelques autres pays, attestait que si les peuples s'exprimaient, s'ils devenaient acteurs de leur histoire, si les opinions étaient libres, alors la force des partis Communistes s'effondrerait d'un coup, et il y avait quelque chose d'original, mais d'une certaine façon peut-être de pathétique, à voir la démarche de Mikhaïl Gorbatchev qui, visiblement, en URSS, dans le foyer même du système, là où il y avait eu une révolution véritable dans l'histoire en 1917, a essayé que l'URSS échappe à ce sort et réussisse en partie et d'abord d'en haut, peut -être ensuite en bas, à auto réformer ce système au moment où au fond nous ne pensions plus ou peut être lui même d'ailleurs ne pensait pas, mais il faisait cette tentative, qu'il puisse être réformé.
La difficulté de la voie de Mikhaïl Gorbatchev était que ce mouvement ne pouvait pas rester un mouvement conduit constamment d'en haut, il y avait bien un moment où il allait rencontrer la société et le peuple et il ne pouvait pas non plus s'opérer sans rupture.
Je suis de ceux, avec plusieurs de ceux qui se sont exprimés ici, qui pensent que lorsqu'on voit le ton de commisération, de mépris avec lequel certains observateurs et acteurs politiques parlent de Mikhaïl Gorbatchev, il faut en ce moment, et quel que soit son sort et son avenir - c'est sans doute un homme de la transition, celui qui aura amorcé le processus mais il n'est pas évident qu'il l'accompagne longtemps, encore que nous ne le savons pas, l'histoire, ils sont en train de la faire - rendre hommage au rôle qu'il a joué en URSS et sur le plan international. Seul un homme tel que lui, c'est-à-dire venu du sérail lui-même au sein de l'appareil, pouvait amorcer un tel processus.
D'ailleurs, Boris Eltsine lui-même est le produit de ce système et a été lui-même un haut dirigeant russe. De même que lisant les chronologies ou les biographies de tel ou tel, on découvre que M. Chevardnadze, libéral, a été un des piliers du KGB... Eh oui c'est cette histoire qui veut cela, il devait en sortir mais à l'évidence il y a un moment où s'amorcent les ruptures.
Naturellement, le moment précis, le déroulement concret des événements qui amèneraient cet effondrement, nous ne pouvions pas le prévoir et c'est un paradoxe de constater que c'est le coup par lequel on a tenté de sauver le système qui a précipité sa chute. Mais un paradoxe apparent est peut-être un hommage tardif rendu à la dialectique.
En tout cas, l'échec comme je le disais tout à l'heure du coup dont on peut se demander s'il n'était pas plus un exercice de pression à l'intérieur de l'appareil qu'un véritable coup d'Etat qui aurait dû être brutal et sanglant, ce coup a marqué par son échec la décomposition même du système.
Il est assez logique que, derrière l'échec de ce coup, il y ait une formidable accélération non seulement parce que le peuple s'est affirmé encore qu'il s'agisse aussi de fractions relativement réduites mais c'est toujours le cas, mais aussi parce que les acteurs politiques eux-mêmes, Boris Eltsine en particulier avec une énorme énergie et une capacité d'agir vite, Mikhaïl Gorbatchev à sa façon, d'autres acteurs, les leaders du mouvement démocratiques, étaient obligés, derrière le coup, de procéder à la destruction même du système

Communiste, notamment de l'organisation de l'Etat et du rôle du PC parce que c'était pour eux une sauvegarde absolue, une nécessité absolue pour leur sécurité.
Il est évident qu'ils devaient démanteler notamment les organismes de répression s'ils voulaient qu'une telle tentative ne puisse pas se renouveler. Il fallait se débarrasser du Communisme pour se débarrasser de la dictature. On ne pouvait pas à la fois avoir une espérance démocratique et garder le Communisme.
On l'a dit ici et nous le pensons profondément, la politique française suivie au cours de ces dix dernières années, la politique conduite par François Mitterrand menée par les différents gouvernements a été juste et nous ne devons certainement pas accepter que certains nous fassent la leçon ou se lancent dans des diatribes en tout cas pas sans y répondre.
J'ai eu l'occasion de dire et d'écrire aussi que face à l'immobilisme brejnévien sur la question de l'Afghanistan et de la démocratie en URSS, du déséquilibre stratégique ou conventionnel, et notamment des SS 20, c'est François Mitterrand qui, dans le monde occidental, avait fait preuve aux côtés des Etats-Unis de la détermination et de la lucidité les plus grandes.
J'ai eu l'occasion de dire aussi, on l'a répété aujourd'hui, que la politique de soutien à Mikhaïl Gorbatchev a été une des plus résolues.
Parmi les questions qui se posent aujourd'hui et sur lesquelles je ne m'exprimerai que très brièvement, il faut savoir que plusieurs sont extrêmement difficiles. Il serait léger, même si je partage tout à fait la joie de Jean Poperen, il ne faut pas bouder notre plaisir, il serait léger et il n'est pas dans cette disposition d'esprit naturellement, de s'attendre à des perspectives harmonieuses en URSS ou dans l'Europe centrale. La démonstration s'opère sous nos yeux.
Il faut donc examiner ces questions, naturellement, avec le sens de l'évolution qui est en cours, sans être en retard sur les événements, sans être figé dans des analyses qui étaient justes mais qui peuvent ne plus l'être mais en même temps avec un grand réalisme et sans épouser les modes ou les émotivités du moment au point de perdre notre lucidité.
On évoque souvent dans la presse la question des hommes. Il est frappant de voir à quel point on se saisit de tel ou tel dont on fait un héros après l'avoir boudé ou avant peut-être d'être obligé de le rejeter.
J'ai dit, parce que cela me paraît vrai, qu'on ne peut pas parler ni de Mikhaïl Gorbatchev ni de Boris Eltsine ni de Chevardnadze ni du maire de Leningrad, ni du maire de Moscou, de ces hommes ou de ces femmes qui vont émerger sur une scène politique vivante comme on peut parler des hommes politiques ou des femmes politiques français ou du monde occidental. Beaucoup de ces hommes ne sortent pas de l'opposition, ne sortent pas de la dissidence, ils sortent eux-mêmes du monde Communiste, du monde de l'appareil et ils sont donc en évolution.
Ces hommes et ces femmes, ils sont en devenir et je crois que plutôt que de s'emparer de tel ou tel héros même si, naturellement, nous devons au gouvernement, à la tête de l'Etat et même pour le Parti, nouer des liens, des

contacts directs avec les hommes et faire des choix entre les hommes et entre les mouvements. Je pense qu'il faut être extrêmement prudent dans cette approche et beaucoup plus insister sur les principes, sur les valeurs qui doivent à notre sens guider la politique de ces pays, et notamment des Républiques issues de l'Union soviétique.
Le thème et l'exigence de la démocratie doivent être pour nous des références absolues et je pense que c'est cela qui nous permettra d'accompagner le mieux les processus complexes et parfois chaotiques qui vont se produire.
La question de l'union : naturellement, à partir du moment où le système Communiste s'effondre, où les hommes qui ont gagné s'efforcent de construire en hâte de nouveaux pouvoirs, donc doivent briser les réseaux antérieurs, il est évident que ce Parti Communiste étant le lien de ce fédéralisme fictif, factif qu'était l'Union soviétique, il est évident que le processus de désagrégation est logique mais est-ce que cela veut dire que nous devons y applaudir ? Est-ce que cela veut dire que nous devons y pousser ? Je n'en suis pas sûr.
Je suis convaincu qu'il serait de l'intérêt et on voit bien les discussions qui commencent entre les Républiques, pour les Républiques de l'Union soviétique, de se garder un centre en quelque sorte, une entité qui leur soit commune, qui soit aussi à elles et extérieure à elles, pour pouvoir justement régler les relations entre elles car s'il n'y a plus ce centre de référence, s'il y a simplement la cohabitation physique, ethnique avec les contradictions intérieures, militaires, on risque que ce soit par la violence que soient réglés les problèmes des relations entre ces Républiques, certaines devenant indépendantes, d'autres peut-être préférant le maintien dans un ensemble mais toutes, à mon avis, devant avoir un intérêt à garder une instance de régulation.
Je crois que nous ne devons pas être de ceux qui de l'enthousiasme de la chute de l'empire soviétique, applaudissement à la décomposition actuelle.
Il y a une autre question qui est évidemment très importante, qui commence à surgir sur laquelle je ne m'exprimerai qu'à peine car ce sont des questions extraordinairement difficiles et sensibles mais dont on commence à parler, c'est la question de l'arme nucléaire ou plus exactement des armes nucléaires.
Les ogives sont concentrées sans doute dans un certain nombre de Républiques mais elles sont en même temps quand même dispersées. Qui en aura le contrôle ? N'y a-t-il pas des risques de tentation, dans des conflits qui se créeraient, qu'elles puissent être utilisées ?
Je crois que cette question, à l'évidence, et le Président de la République l'évoquait lui-même au sein du gouvernement ce matin, est une question qui interpelle toute la communauté internationale, particulièrement ceux qui ont signé, je pense aux Etats-Unis, des accords stratégiques avec l'Union soviétique mais naturellement aussi nous-mêmes.
Voilà des questions sur lesquelles il faudra que nous nous exprimions de la façon la plus claire.
La question de l'aide économique, la question du montant d'abord : je suis convaincu, on voit les chiffres et les analyses commencer à apparaître, qu'il serait rationnel de bon sens que les pays occidentaux, en particulier les Etats-

Unis et le Japon qui ne se sont guère distingués pour le moment, les pays d'Europe accordent aux pays de l'Est une aide ou permettent, par l'échange économique, par l'accès à nos marchés avec les conséquences que cela peut avoir, d'avoir une aide beaucoup plus importante que celle envisagée jusqu'à maintenant. Mais est-ce compatible avec les thèses, les théories économiques qui dominent actuellement dans le monde occidental ?

Dans une conception des relations internationales, du marché, de la monnaie, des taux d'intérêt telle qu'elle existe, il n'y a pas de place pour une aide massive et pour une capacité pour les pays de l'Est, les pays de l'Europe centrale ou les nouvelles Républiques de l'URSS d'accéder elles-mêmes, sans être littéralement étranglées avec les conséquences sociales politiques qui peuvent en résulter, au marché mondial et de trouver leur place.

Je pense personnellement, même si c'est pour le moment seulement au niveau de l'intuition, et j'aperçois certains, notamment Pierre Bérégovoy ici, il y a des responsables qui pourront nous apporter plus d'éléments de réponses et de réflexions sur ce terrain, mais je le dis comme une intuition, que l'enjeu est tel et les besoins sont tels que cela devrait avoir un impact sur les conceptions économiques à l'échelle mondiale.

Après tout, le keynésianisme est certes né de la crise mais il est né aussi ou il s'est prolongé dans un certain nombre des obligations de l'après-guerre même si je ne propose pas de revenir au keynésianisme des années 50 naturellement.

Et puis, le problème de savoir à qui ces aides seront accordées pose à nouveau le problème des rapports entre le centre et les nouvelles Républiques si ce centre doit exister.

Un autre point que je voudrais aborder, c'est le dernier avant de revenir à quelques questions qui nous concernent de plus près dans nos relations dans la vie politique française ou dans notre vision du Socialisme, c'est la question des nations qui a été abordées notamment par Michel Vauzelle et je suis en accord avec son approche, la question des nationalités et la question des cadres européens nécessaires car le processus d'éclatement peut être un processus extraordinairement dangereux, là aussi, s'il n'est pas maîtrisé.

J'écrivais dans Le Monde : on ne va pas quand même encourager un processus à la yougoslave puissance 10. Donc, il ne faudrait pas qu'après une grande menace mais finalement une grande menace théorique qui a pesé sur nous pendant les décennies avec la puissance soviétique, avec sa capacité nucléaire ou conventionnelle, nous nous trouvions exposés à toute une série de menaces multiformes, diversifiées mais elles, tout à fait concrètes et pratiques, non susceptibles éventuellement de se produire mais se produisant en effet, y compris avec des conflits, des affrontements, des guerres civiles, peut-être des guerres tout court, et, donc, nous avons à réfléchir au cadre nécessaire pour accompagner ces évolutions, ces mouvements spontanés, notamment ces mouvements nationaux.

De ce point de vue, la réflexion sur la Confédération, naturellement, doit se poursuivre mais je pense aussi que la question de l'élargissement de la Communauté économique européenne risque de nous être posée très

Fondation Jean Jaurès

concrètement par un certain nombre de pays de l'Est et peut-être aussi de nos partenaires de la CEE et que ce n'est pas une hypothèse, quelles qu'en soient les conséquences pour la cohérence de la CEE, que nous devrions rejeter a priori.
La contradiction, c'est que nous avons besoin d'une cohérence de la Communauté pour qu'elle reste un pôle d'organisation possible et qu'en même temps sa cohérence crée une attraction. Ce problème doit être aussi traité.
La question des Etats-Unis maintenant : naturellement, on commence à développer des analyses sur la superpuissance américaine. Il n'y a plus qu'une seule puissance. Je ne pense pas, même si à l'évidence les Etats-Unis ont conquis une influence encore plus grande sur les affaires du monde, qu'un pays, fût-ce les Etats-Unis, dans ce contexte, soit capable de réguler l'ensemble des problèmes et de régler l'ensemble des problèmes de la planète. Je pense que c'était une des leçons d'ailleurs que nous avions tirés de la crise du Golfe à travers les contradictions de cette intervention. Je pense que cela doit nous conduire à faire en sorte que la Communauté internationale, autour de principes, de règles, de valeurs d'organismes reconnus, s'efforce d'être la structure qui, au maximum, dans le dialogue avec les nations, règle ces problèmes.
J'en viens à la politique française et puisque la question des relations avec le PC a été abordée, je voudrais vous donner mon sentiment sur cette question qui ne s'oppose pas à celui que j'ai entendu ici, bien au contraire, mais je voudrais donner un élément de prudence.
Je ne crois pas personnellement que du point de vue de l'opportunité, nous ayons intérêt à faire nos délices de cette question. Chers camarades, il vaudrait mieux considérer que la question du Communisme est d'abord posée au Parti Communiste et que le problème de l'avenir du Parti Communiste est d'abord posé aux militants Communistes, aux opposants Communistes et à la direction Communiste.
Je ne voudrais pas qu'on fasse un transfert et qu'on se charge de ce problème à travers le problème des relations entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste même si j'admets que ces questions sont naturellement posées. Je conseillerai donc que l'on aborde ces problèmes avec une certaine prudence.
Je ne vois pas les rapports établis par certains entre la question de la discipline républicaine dans les prochaines élections et le problème de l'effondrement de l'URSS. De ce point de vue là, en tout cas, lorsqu'on parle des alliances, je pense comme le premier secrétaire à propos de l'intervention de notre camarade Poignant, qu'il est surtout utile de ne pas se précipiter dans ce domaine et surtout pas dans cette direction.
Examinons ces problèmes tranquillement, ne commençons pas à nous créer des problèmes de plus alors que nous aurons à aborder des élections qui, de toutes façons, ne seront pas faciles.
Il est évident que la perspective est plus que jamais, comme plusieurs l'ont dit, celles d'une grande force Socialiste mais c'est la réalité, celle des partis sociaux-démocrates sur la scène européenne.
Je termine, parce que, naturellement, nous ressentons tous à travers nos expériences que la question du Socialisme est posée. Nous voyons bien que

certains veulent faire une assimilation entre le Socialisme et le Communisme ou, pour être plus précis, entre le Socialisme démocratique et le Communisme stalinien.
Que cette assimilation pèse à certains égards sur les pays de l'Est de l'Europe et en URSS cela me paraît évident. J'ai eu, à cet égard, avec des hommes politiques de gauche, quand j'étais à Prague - Michel tu y étais en même temps que moi - des débats éclairants. Je discutais avec un homme qui avait été dans la fraction démocratique de gauche, disons-nous, de l'ancien mouvement démocratique de Václav Havel, un homme que nous appellerions classé à gauche, un ancien du Parti Communiste qui parlant du chef de la fraction libérale ultra libérale, le ministre des finances Klaus, me dit tout à coup dans un dîner, dans des discussions : "Ah non, mais Klaus il a un comportement de gauche." Je lui réponds : "Excusez-moi, je ne comprends pas très bien - il parlait très bien français - qu'est-ce que cela veut dire ?" Il me dit : "Il a une attitude totalitaire".
Voilà donc un homme de gauche, indiscutablement, un homme cultivé, un homme qui serait classé à gauche, qui venait de rompre avec quelqu'un parce qu'il le trouvait à droite, et qui, pour le qualifier, disait : "Il est de gauche".
Cela prouve qu'un certain nombre de mots sont à l'évidence usés ou fragilisés pendant une certaine période.
Alors, que ces assimilations existent dans les pays de l'Est, je l'admets mais que nous cédions à ces assimilations lorsqu'elles sont faites sur la scène politique française, c'est une autre paire de manches. Il est tout à fait logique que ce soit l'extrême droite qui soit le fer de lance dans cette direction même si une partie de la Droite s'y exerce à l'évidence, mais pour l'extrême droite l'assimilation qu'elle fait, c'est entre Communisme et Socialisme mais c'est aussi entre Socialisme et valeurs de la République, mais c'est aussi entre valeurs de la République et héritage de la révolution, et aussi entre héritage de la révolution et philosophie des lumières.
Donc, il faut bien comprendre la logique de tout cela et il faut y répondre naturellement avec une particulière vigilance.
Je pense, comme le premier secrétaire, et je terminerai là-dessus, que même si pendant un temps et cela se manifeste par la difficulté à ce que des forces sociales démocrates apparaissent dans les pays de l'Est alors que tout devrait y pousser, même si en France dans une certaine mesures ou en Europe occidentale pendant un certain temps, nous pouvons être gênés, je suis convaincu que l'effondrement du Communisme va en réalité lever une hypothèque sur le Socialisme démocratique et je pense donc que ce qui va être à nouveau central - ça l'était déjà à beaucoup d'égards depuis ce que nous avions fait en France - c'est le face à face Socialisme/conservatisme et que nous ne vivrons pas deux ans, trois ans, cinq ans, dix ans encore moins sur une période historique, dans l'euphorie du libéralisme et du capitalisme.
Nous avons, c'est évident, dans cette période nouvelle qui se confirme, à affirmer nos propositions. Nous aurons des instances pour cela. Il est évident aussi qu'en France nos responsabilités sont beaucoup plus grandes, c'est

pourquoi je me réjouis tout à fait de voir que notre approche de ces problèmes dans la diversité de chacun est commune, et à mon avis va tout à fait dans le bon sens.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Jean-Pierre Chevènement, ensuite Paul Quilès.

Jean-Pierre Chevènement
Chers camarades, il s'est dit beaucoup de choses éclairantes et pertinentes, je voudrais y ajouter mon propre éclairage sur trois points.
Il est toujours difficile de comprendre un événement aussi formidable.
Premièrement, quelle est la nature de la révolution démocratique russe à laquelle nous assistons ? Qu'est-ce que c'est ?
Deuxièmement, après l'Empire qu'est-ce qui va apparaître ?
Troisième constatation : l'effondrement de l'URSS crée un profond déséquilibre mondial qui va se traduire pour nous sur le plan idéologique par une mise en question à laquelle nous devons être capables de répondre.
Je reviens à ces trois points : tout d'abord qu'est-ce que cette révolution russe ? Je dirai que c'est une révolution progressiste, démocratique, bourgeoise, anticommuniste. On ne peut pas, et je crois que Jean Poperen l'a dit justement, parler de cette révolution sans prendre en compte toutes les transformations de l'Union soviétique depuis trente ou quarante ans, le fait que c'est devenu un pays urbain, de couches de salariés, de techniciens, d'ingénieurs, de cadres, d'ouvriers qualifiés, que les générations ont passé, que la foi des anciens jours a disparu et que par conséquent il y a là le substrat de cette révolution.
Cette révolution est faite par des hommes d'anciens régimes, je crois que Jospin l'a dit tout à l'heure. A cela il n'y a rien d'étonnant. La révolution française a été faite par des nobles, Lafayette, Mirabeau, des hommes d'église, l'abbé Grégoire, l'évêque d'Autun, Talleyrand, et nous avons - on l'a rappelé tout à l'heure - un Général du KGB, Chevardnadze, et beaucoup d'autres qui sont des produits typiques de l'appareil dont le programme est de réaliser l'économie de marché, pour certains d'entre eux s'il le faut par des moyens autoritaires, puisque le modèle Pinochet a été évoqué par certains.
Donc il me semble qu'il ne faut pas non plus parler de cette révolution démocratique comme si elle ne comportait pas aussi une logique libérale qui poussée jusqu'au bout pourrait devenir une logique antidémocratique, pourrait aboutir à un processus de dictature qui n'aurait rien à voir avec le Communisme, mais qui n'en serait pas moins une dictature.
Par conséquent, on se pose beaucoup la question de savoir s'il faut soutenir Mikhaïl Gorbatchev, Boris Eltsine, nous avons eu une discussion au Bureau exécutif. Nous devons soutenir la logique démocratique et avoir la logique qu'auraient eu "Pletanov" et "Markov", soutenir cette révolution bourgeoise en veillant à ce que tous les germes de liberté qu'elle comporte puissent s'épanouir et qu'elle ne connaisse pas de régression.

Fondation Jean-Jaurès

Deuxièmement, la fin du Parti Communiste de l'Union soviétique signifie la fin de l'Union soviétique, qu'est-ce qui va remplacer comme principe fédérateur le PC US, la Russie ? Oui, c'est ce qui apparaît. Est-ce possible ?
C'est très difficile mais Boris Eltsine a déjà évoqué des rectifications de frontières pour ceux qui ne se montreraient pas accommodants. C'est dire qu'en réalité nous nous trouvons dans une situation où à l'effondrement de l'Empire se substituent les nations, et se substituera soit un accord entre ces nations, briques de base de la démocratie, ou bien nous aurons des conflits, des interventions militaires et là se pose la question de savoir qui contrôle l'armée soviétique ? Ou plus exactement de quel côté l'armée soviétique basculera.
Je pense que le problème de l'arme nucléaire est un problème qui se pose, non seulement d'un point de vue de la dissémination possible - à mon sens elle n'est possible qu'au niveau des armes tactiques, les armes stratégiques sont contrôlées par le centre - mais ce n'est pas le seul problème, l'autre problème c'est : qui dit un pareil arsenal nucléaire dit que naturellement il n'y a pas d'intervention possible en cas de conflit militaire de la part de l'Ouest, que par conséquent nous serons au balcon si cela devait se produire.
Je dirai, pour conclure ce deuxième point, que si nous voulons soutenir la démocratie, il faut aussi soutenir les nations, ce qui ne veut pas dire soutenir les nationalismes. Je sais que c'est une confusion courante chez les Socialistes, parce que c'est un trou noir de la pensée Socialiste que la question nationale. J'ai déjà eu l'occasion de le dire, c'est du détail, dans notre communiqué nous prêtons un peu le flanc à cette déviation en ne parlant des nations que sous l'aspect des nationalismes.
Jaurès avait bien vu que pour lutter contre le nationalisme, il n'y avait que le patriotisme et que la nation était la brique de base d'un internationalisme véritable.
Si on veut construire une fédération, ou une confédération, on le fera avec les nations et pas contre elles, on peut dire dès maintenant qu'il y aura 4 solutions possibles : premièrement, l'annexion de la Moldavie par la Roumanie, deuxièmement l'indépendance des pays baltes, troisièmement une confédération - je pense aux Républiques caucasiennes - de tradition chrétienne, la Géorgie et l'Arménie qui du fait de leur environnement seront repoussées vers la Russie, et naturellement il y aura d'autres formules, je pense aux Républiques d'Asie centrale, qui peuvent aller vers l'indépendance, ou des formes de confédération, ou des formes de fédérations, le noyau slave, Ukraine, Russie, et peut-être le Kazakhstan, dont la moitié des populations est d'origine russe, cela peut peut-être faire une fédération, mais tout passe par la volonté nationale et il me semble que nous ne devons pas jeter d'avance le discrédit sur les nations.
De ce point de vue je rejoins ce qu' a dit Vauzelle. Il a tout à fait raison, cela ne veut pas dire qu'il faut encourager le nationalisme, au contraire il faut rester fidèle à la conception française de la nation, qui est une conception qui identifie la nation et la citoyenneté, par conséquent un certain nombre de valeurs universelles.
J'ajoute que les frontières sont récentes en Europe, qu'elles sont artificielles

souvent, elles le sont également à l'intérieur et c'est un problème qui est en effet très difficile.
Le troisième fait saillant c'est le déséquilibre mondial que crée l'effondrement de l'Union soviétique. Il existe déjà dans le tiers-monde, en Europe aussi. Je dirai que l'effondrement du mur de Berlin et la guerre du Golfe sont des conséquences de l'effondrement de l'Union soviétique avant qu'il ne se soit manifesté de manière définitive mais cet affaissement existait et au fond ce sont des conséquences avant la lettre, nous le savons bien.
Mais ce déséquilibre, le capitalisme peut en profiter pour épanouir ses tendances naturelles. Il n'est pas du tout certain que le capitalisme va aider le tiers-monde. On peut aussi bien considérer que ce n'est plus la peine. Le capitalisme a développé des politiques d'aide parce qu'il avait peur du Communisme, parce qu'il avait un rival, à partir du moment où il a disparu, on peut imaginer les réactions des banquiers américains ou européens, qui sont les derniers marxistes, qui ne voudront pas risquer des capitaux dans des pays où ils ne seront pas rentables.
Ce qui est vrai, au niveau du tiers-monde, peut l'être, et le sera certainement au niveau des mouvements ouvriers, au niveau syndical, démocratique, qui ont encaissé de grands bénéfices, le Welfare State a été une réponse au Communisme et l'offensive idéologique que nous allons subir, nous allons devoir y riposter, parce qu'elle va déferler et nous allons devoir y faire face.
Je me résume : il faut soutenir la logique de la révolution démocratique, en sachant que son mouvement peut s'inverser. Il faut soutenir les nations et pas les nationalismes, et les principes de leur libre association.
Je crois que l'initiative de la Confédération lancée par François Mitterrand, reprise hier par Edith Cresson, est tout à fait judicieuse et qu'elle nous montre le bon chemin.
L'Europe des 12 bien entendu c'est quelque chose qui est important, cela existe, mais inévitablement cela s'étendra et on ne pourra pas éviter que cela s'étende, - ce serait incompréhensible - sous des formes qui peuvent être des formules d'associations provisoirement, la vraie Confédération est là.
Par conséquent c'est une très bonne chose que d'avoir pensé à inviter Gorbatchev et Eltsine à un prochain sommet européen, je ne sais pas si cela se fera. Mais c'est la bonne voie.
Sur le plan idéologique, l'article de Poignant... franchement le Parti Communiste nous ne l'avons pas découvert il y a quelques jours, nous le connaissons depuis très longtemps et l'identité des Socialistes est constituée vis-à-vis du Parti Communiste depuis 1920. C'est la République. Le discours de Blum était tout à fait clair. C'était le libre débat, l'indépendance syndicale, le rôle de l'éducation, la formation du citoyen, et l'opposition qu'il faisait entre la révolution Socialiste telle qu'il la concevait, et la dictature du prolétariat Communiste, et lui-même se référait à une certaine conception de la dictature du prolétariat comme expédiant provisoire. Je le dis pour ceux qui connaissent le discours de Léon Blum à Tours. Il s'empressait de développer une conception éminemment républicaine, la formation du citoyen. C'est la nation à travers la défense nationale, c'était le

Fondation Jean Jaurès

grand débat de l'heure à travers l'engagement des Socialistes dans la guerre de 1914-1918.
Je pense que la faillite du Communisme ne peut pas occulter entièrement certaines carences de la Sociale Démocratie. J'ai été surpris d'entendre Pierre Mauroy, je suis d'accord avec l'essentiel de son intervention, je ne le suis pas avec la conclusion. Je ne suis pas d'accord avec cette formule, la Sociale Démocratie est maîtresse de l'heure, le temps de la Sociale Démocratie peut commencer.
Je ne pense pas que ce soit juste, la Sociale Démocratie existe depuis longtemps, déjà elle a eu son heure de gloire, je pense que nous sommes dans une période radicalement nouvelle, il faut inventer, il faut refonder.
Et naturellement c'est une question - je ne parle même pas des Communistes, je parle de la Gauche d'une manière générale - bien entendu nous ne devons pas accepter que la Droite confonde la faillite de l'URSS avec la faillite de la Gauche, parce que la Gauche vient de beaucoup plus loin, 1791, et par conséquent le corpus idéologique, le noyau des valeurs de la révolution française est tout à fait intact de la déviation léniniste. Je pense qu'on ne doit pas jeter le bébé avec l'eau du bain et que le monde, pour le changer, on peut le comprendre en faisant partager son avis par l'éducation, par les lumières partagées, par le rôle de l'école, toute cette conception qui était au cœur de l'idéologie de Jean Jaurès est toujours actuelle.
Je pense que la bonne réponse n'est pas à chercher dans la voie de la Sociale Démocratie mais beaucoup plus dans celle d'une synthèse Jauressienne actualisée.
Ce qui fait l'identité du Socialisme c'est la démocratie, on a rebaptisé cela autogestion en 1972, c'est la République jusqu'au bout, selon la conception de Jaurès, si on veut avoir quelques idées simples pour dire qui nous sommes.
Il me semble que nous ne devons pas nous laisser entraîner dans cette espèce d'amalgame avec l'Union soviétique, parce que notre souche vient de beaucoup plus loin dans le passé.
Cette re-fondation ne peut se faire que par une galaxie républicaine, agglomérant des gens très divers, nous sentons bien que ce n'est pas seulement le Parti Socialiste, qu'il y a dans la société française beaucoup de forces, je pense à certaines tendances écologistes. Il est évident qu'elles ont beaucoup de chemins à faire, à nous de les y aider. Je pense à ce qui reste du mouvement Communiste, je pense à des gens qui s'interrogent, des croyants, des gens qui se posent beaucoup de questions sur le sens même de leur engagement possible dans une société comme la nôtre.
Il y a des forces morales auxquelles nous devons être capables de faire appel, parce qu'aujourd'hui c'est dans la conscience morale que peut se faire un ressourcement qui est bien nécessaire si nous voulons pouvoir faire front à l'offensive qui va se déchaîner contre nous, non seulement dans les semaines et les mois qui viennent, mais dans les années qui viennent.
Je crois que c'est une période radicalement neuve et nous avons absolument besoin d'inventer. Je ne prétends pas le faire, parce que c'est un travail

Fondation Jean Jaurès

considérable, je crois que c'est vraiment un travail au niveau de la culture, et nous ne serons pas trop de tous ceux qui sont ici et ailleurs pour le réaliser.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Paul Quilès...

Paul Quilès
Chers camarades, le Communisme en tant que grand mouvement capable de modifier le cours de l'histoire, a vécu. Je crois que chacun le reconnaît aujourd'hui et pourtant dire que le Communisme allait mourir est une affirmation qui serait passée, voici quelques mois ou même quelques semaines, pour une provocation, ou mieux pour une grossière erreur d'analyse.
Dix jours après la tentative de coup d'Etat, une semaine après son échec, les images se bousculent, images des moments que nous avons vécus, images de trois quarts de siècle d'histoire à laquelle nous avons directement ou indirectement été associés.
La première réaction pour un Socialiste français, on l'a vu tout à l'heure, à travers différentes interventions, devant un tel événement, c'est de penser que nous assistons à la victoire de Léon Blum, soixante et onze après le Congrès de Tours. Le Socialisme sans liberté cela n'a pas de sens et pourtant combien de souffrances aura-t-il fallu pour faire la preuve que les minoritaires du Congrès de Tours avaient raison.
Il reste encore beaucoup à dire, beaucoup à analyser pour comprendre comment cette perversion du Socialisme qu'a été le Communisme a pu se développer et vivre aussi longtemps et faire rêver des centaines de millions d'hommes tout en imposant dans le pays phare, l'URSS, - sans lequel il n'aurait pas existé - et dans quelques autres pays, un système de coercition, en contradiction absolue avec les objectifs et les idéaux affichés.
Il y aura aussi beaucoup à analyser dans l'histoire des six dernières années de l'Union soviétique pour comprendre pourquoi et comment, sous quelle influence, avec quels objectifs réels, un homme issu du sérail a engagé un processus qui, on l'a vu assez vite, ne pouvait conduire qu'à une remise en cause des fondements même du système.
Tout cela sera la tâche des historiens. Leurs analyses nous seront très utiles dans la réflexion que nous devrons mener sur la nouvelle période et sur la façon dont nous allons la vivre, mais aujourd'hui des questions urgentes se posent et je voudrais les examiner rapidement. Selon moi trois questions se posent.
Quelle forme va prendre l'association des pays qui composaient jusqu'ici l'Union soviétique ? On peut se réjouir de voir des peuples accéder à l'indépendance et bien entendu nous nous réjouissons. On doit cependant s'interroger et essayer d'imaginer les conséquences d'un émiettement de l'ancien empire sur l'exercice de prérogatives jusqu'ici détenues par le pouvoir central. On vient de parler de la politique de défense, on pourrait parler aussi du droit de veto au Conseil de sécurité. Bien entendu nous n'avons pas d'influence

Fondation Jean Jaurès

directe sur ces évolutions, mais je crois que nous devons être extrêmement vigilants. On voit bien les retombées colossales que pourraient avoir certaines décisions sur la politique internationale.
Il va nous falloir affirmer haut et fort que l'arme nucléaire soviétique par exemple ne peut être distribuée aux nouveaux Etats.
Il semblait aller de soi, pour certains, que cette question va se régler facilement. Rien n'est moins sûr. Si des tensions graves surviennent entre les différents Etats. Certains peuvent dire "après tout, nous avons contribué à la fabrication de cette force nucléaire"... après tout, ces silos, 12 000 têtes nucléaires sont chez nous, nous les gardons. Le débat n'est pas encore clos malheureusement.
Deuxième question urgente : quelle doit être l'attitude des pays Occidentaux devant le chaos économique de l'Union soviétique ?
Je crois que maintenant il faut aller au-delà des belles paroles que l'on a entendues pendant les trois jours du putsch, des belles paroles de tous ceux qui considéraient que l'on devait aider vite, rapidement, et pour l'Union soviétique. Je pense qu'effectivement il faut le faire vite. Si l'on ne veut pas voir des troubles graves agiter des populations qui souffrent de plus en plus d'une désorganisation que l'on n'imagine pas, il faut aller en Union soviétique, voir, discuter avec quelques responsables pour comprendre le niveau de chaos économique dans lequel se trouve j'allais dire ce pays... cet ensemble de pays, pays en chute, inflation galopante, système de distribution, de production en pleine anarchie... passé l'enthousiasme de cette révolution populaire, une révolution populaire créé toujours l'enthousiasme pendant quelques années... et l'enthousiasme retombe ensuite... je crois que les Soviétiques, et particulièrement les Russes, vont attendre une amélioration de leurs conditions de vie.
Les putschistes avaient bien compris, ceux-là qui ont fait distribuer, dès le deuxième jour, un certain nombre de biens de consommations qui étaient stockés.
Que devons-nous, et que pouvons-nous faire ? Quelle aide et quelle aide à apporter à qui ? Faut-il exiger des contreparties ? Et si oui, lesquelles ?
J'entendais l'autre jour à la télévision un sénateur républicains américain qui disait "ce putsch nous ramène à la situation antérieure... nous allons réinvestir en Union soviétique si les capitaux sont rentables et si les investissements sont rentables".
Voilà un type de réflexion et pas seulement aux Etats-Unis.
Je pense qu'il faut qu'un effort important du type plan Marshall, après la deuxième guerre mondiale, soit fait par les pays les plus riches sinon des catastrophes peuvent être prévues.
Il y a, à l'évidence, des divergences d'appréciation fortes sur ce sujet entre nous, mais il y en a en tout cas avec la Droite. Ce n'est pas surprenant.
Je pense que nous devrions dénoncer l'hypocrisie de ces responsables et leur rappeler les discours généreux des trois jours de la semaine dernière.
A mon avis, il ne peut y avoir de réforme démocratique sans réforme économique profonde quand on vient d'un système dictatorial et bureaucratique.

Fondation Jean Jaurès

Négliger cela, c'est la grave erreur qu'ont commise les artisans de la perestroïka. Aujourd'hui, de la même façon, oublier de donner à manger au peuple, après leur avoir ouvert les portes de la liberté, peut conduire à de nouveaux drames. Ce ne sera pas facile comme le faisait remarquer Poperen, de viser à la fois le pain et la démocratie. C'est une tâche indispensable. Bien entendu, il n'est pas question de dépenser en oubliant les énormes besoins de la planète. Je pense notamment au tiers-monde. Il faudra être attentif à ce que les dépenses militaires de l'Union soviétique diminuent, à ce que des réformes profondes de structures, réformes économiques, réformes sociales, réformes administratives - l'administration va être cassée, il faudra en refaire une autre, plusieurs autres... comment ? Lesquelles ?

Il faut veiller à ce que ces réformes puissent se mettre rapidement en place. Sur ce point, notre aide technique peut être déterminante. Ce n'est pas une aide financière au sens strict. C'est peut-être là que résident les contreparties qui sont d'une autre nature que celles des capitalistes américains triomphants, demandant une rentabilité immédiate des capitaux.

En ce qui nous concerne, nous, nous ne devons pas commettre d'erreurs d'appréciations. Il ne s'agit pas là d'une révolution banale mais d'un tremblement de terre qui n'affecte pas simplement l'URSS, ses 15 Républiques et les pays d'Europe de l'Est. Cela touche aux fondements mêmes des relations internationales. Cela met à bas une idéologie qui a marqué profondément le 20ème siècle. Cela fait disparaître un système, un système politico-économique qui a été pendant 3/4 de siècle une référence pour les uns, un repoussoir pour les autres et en tout cas, une sorte d'anti-modèle qui a permis à l'Ouest - on disait le monde libre jusqu'ici - de développer une économie, un système politique et social en opposition par opposition justement à cet entité modèle.

Ce qui vient de se passer nous concerne nous donc aussi, les Socialistes français, très directement.

A partir d'aujourd'hui, je suis convaincu qu'il y a des choses que l'on ne pourra plus dire comme avant. Il n'est pas question bien entendu de renier, de remettre en cause nos valeurs, nos idéaux. Il est question de tenir compte du monde qui a changé, qui a craqué brutalement.

Or j'ai l'impression que parfois nous avons eu jusqu'ici, et peut-être les choses vont-elles changer au PS aussi, nous avons du mal à bouger.

Je me souviens, en avril, au Comité directeur, en avril 1986, après l'échec des élections législatives, d'avoir proposé que l'on revienne sur certains concepts et j'avais eu l'imprudence de parler d'autogestion.

Il est vrai que ça n'est pas un sujet qui passionne nos discussions. On ne parle même plus de cela dans nos Congrès. Je pensais que ça n'était plus un concept opératoire. 5 ans après, avec ce qui s'est passé avec le modèle de l'autogestion, on a vu les limites du concept avec ce qui s'est passé en Yougoslavie. Nous devons bouger sur un certain nombre de problèmes.

Quatre grands problèmes se posent à nous.

D'abord, l'Europe, l'apparition de nouveaux Etats à l'Est, le décalage des niveaux de vie entre pays. L'exacerbation des tensions ethniques... tout cela créé

un nouveau contexte auquel l'Europe des 12 ne peut rester indifférente. On peut même se demander... François Mitterrand se le demandait ce matin au Conseil des ministres, si la contrepartie de la liberté retrouvée à l'Est ne risque pas d'être un retour aux affrontements ethniques, aux affrontements religieux, aux affrontements nationaux qui ont si souvent existé dans cette partie de nos continents et se sont traduits par des guerres violentes.
La Yougoslavie est en train de nous donner un bon et un mauvais exemple à la fois. L'Europe des 12 peut-elle continuer sa construction comme si de rien n'était ? Doit-elle s'efforcer d'accrocher à elle les nouvelles démocraties ?
Je vous rappelle qu'il y a plus d'une quinzaine d'années, c'était l'argument que nous avions utilisé pour défendre l'entrée de l'Espagne du Portugal et de la Grèce dans la Communauté européenne. Je sais, le débat est complexe... la construction de l'Europe elle-même est un processus complexe.
Nous sommes un certain nombre d'entre nous à les vivre directement ces difficultés. Toutes les idées doivent être posées et notamment, comme le rappelait Vauzelle, tout à l'heure, l'idée d'une Confédération européenne que l'on a peut-être enterrée un peu trop rapidement.
Je crois que les Socialistes ne peuvent pas, malgré la difficulté du débat aujourd'hui, éviter de se poser cette question.
Deuxième thème : celui de la solidarité internationale. C'est un sujet qui est trop souvent considéré comme étant de la responsabilité, du domaine réservé des spécialistes, de l'aide internationale, spécialistes de la coopération. Pourtant, je crois qu'il est indispensable que nous en fassions un thème de débat public. Quand on interroge les Français,... j'entendais les résultats d'un sondage ce matin... sur « seriez-vous prêt à payer plus d'impôts pour aider l'Union soviétique ?... » la question est peut-être mal posée, Pierre Bérégovoy le sait bien... ils ne veulent jamais payer plus d'impôts... la réponse serait la même pour le tiers-monde. Les Français, si on leur pose la question, ils n'ont pas envie de dépenser plus pour les pays qui en ont besoin. C'est une réaction d'égoïsme facile à comprendre sinon à excuser, mais c'est une réaction, à mon sens, absurde, chers camarades.
Si les pays riches ne contribuent pas à fixer les peuples des pays les moins favorisés chez eux, nous allons assister à des phénomènes migratoires sans précédent.
Contrairement à ce que l'on croit parfois les grandes invasions de l'histoire ne se sont pas toute déroulées brutalement et les armes à la main. C'est ce que nous risquons de vivre désormais. Aujourd'hui, nous assistons à un affichage de plus en plus criant de la prospérité des pays riches, et des disparités de niveau de vie entre peuples.
Ce phénomène s'est renforcé sous le fait de l'explosion des moyens modernes de communication qui transforment, comme on dit, le monde en village. On sait, à chaque instant, ce qui se passe à l'autre bout du monde. Ce phénomène va rendre, à mon sens, le problème de l'immigration encore plus douloureux. C'est un phénomène qui ne concernera pas simplement l'Afrique ou l'Asie mais aussi l'Europe de l'Est. Les Italiens en savent quelque chose avec les Albanais. Nous

Fondation Jean Jaurès

devons être bien conscients que si nous ne partageons pas avec ces pays, chez eux, et c'est cela la solidarité internationale et l'aide ne doit pas être simplement, on l'a dit, financière, il faut former ces pays à l'économique, les former à la démocratie, eh bien si nous ne partageons pas chez eux, ils viendront partager chez nous.
Et croyez-moi, les contrôles aux frontières n'y feront rien. Un tel sujet, à mon sens, mérite que nous nous en saisissions globalement et que nous en fassions véritablement un sujet de débat national.
Troisième thème : nous l'avons évoqué à plusieurs reprises : celui de nos alliances.
L'histoire des relations des Socialistes français avec le Parti Communiste, depuis le Congrès de Tours, en 1920, est une histoire tumultueuse. Poperen nous en a rappelé quelques grands moments. Elle est faite de débats idéologiques, de tactiques, de stratégies. Aujourd'hui, les choses paradoxalement sont en train de se simplifier. Pierre Mauroy disait hier - j'ai lu sa déclaration dans Le Monde "le Parti Communiste français est condamné à changer profondément ou à disparaître".
Je crois que c'est exact. Simplement il faut s'entendre sur les mots... pour qu'il change profondément, il faut qu'il change de ligne, de fonctionnement, de méthode, et pas simplement de dirigeant.
Nous serons vite fixés sur sa capacité collective à s'engager sans biaiser sur cette voie. S'il ne le fait pas, je pense moi aussi que le Parti Communiste français, est condamné à disparaître. Et, dans ce cas-là, il faut aller jusqu'au bout. Il nous faudra clairement affirmer que nous ne pouvons plus entretenir de relations avec l'appareil d'un tel Parti, d'un Parti moribond, condamné à disparaître. Sinon, croyez-moi, les subtilités électorales auxquelles je suis sensible, comme vous, ces subtilités pourraient nous faire perdre beaucoup plus qu'une attitude ferme, cohérente, avec nos choix fondamentaux, cohérente avec notre analyse de la nouvelle donne et donc l'attitude compréhensible par les Français.
Enfin dernier thème et j'en conclurai par là : celui de notre identité, à partir du moment où l'on dit que le Parti doit devenir de plus en plus le Parti de toute la Gauche. Cela rend urgent et essentiel le débat prévu sur le projet Socialiste.
Je ne suis pas sûr que les choses soient aussi claires que ce que disait Chevènement tout à l'heure. L'identité Socialiste a évolué depuis le début du siècle. On a beaucoup cité Blum, les uns et les autres. Il était plutôt favorable à la dictature du prolétariat. Le concept a évolué. Nous n'en sommes plus là. L'identité Socialiste, elle aussi, a évolué. La réflexion sur notre identité, nos valeurs, nos idéaux, nos propositions pour l'avenir, cette réflexion est plus que jamais indispensable et elle doit être bien entendu menée sans tabous.
Voilà mes chers camarades, ce que je voulais dire. Je pense qu'il ne faut pas tricher avec l'histoire. Dans une existence, on ne vit pas plusieurs fois des séismes politiques d'une telle ampleur.
Nous avons encore un peu le nez sur l'événement. Cela peut compliquer... cela complique les analyses et les appréciations. Je souhaite cependant que nous

Fondation Jean Jaurès

soyons capables de prendre la vraie mesure de ce qui vient de se passer et de nous préparer avec lucidité et avec courage aux bouleversements qui nous attendent.
(Applaudissements)
Le président - La parole est à Claude Estier.

Claude Estier
Chers camarades, il m'arrive rarement d'intervenir au Comité directeur, mais je voudrais simplement, au nom du groupe Socialiste du Sénat, que je préside, exprimer, quelques réflexions sur les deux thèmes qui nous réunissent aujourd'hui à savoir : les événements d'URSS et le problème du Parti Communiste français de nos rapports avec lui.
Je me sens en accord avec presque tout ce qui a été dit par les camarades qui sont intervenus avant moi.
Sur les événements d'URSS, je voudrais - parce que je crois que c'est important de le répéter - rendre hommage à notre premier secrétaire pour les positions qu'il a exprimées au nom du Parti dès les premières heures du putsch du 19 août, ferme condamnation de ce putsch, soutien à Boris Eltsine et à ceux qui s'étaient retranchés au Parlement de Russie, solidarité avec Mikhaïl Gorbatchev, et nous avons pu ainsi applaudir le retour à Moscou de Mikhaïl Gorbatchev et à l'échec de ceux qui rêvaient de rétablir un ordre ancien.
Ces positions fermes ont soutenu efficacement l'action du gouvernement en particulier celle du ministre des Affaires étrangères Roland Dumas, et celle du Président de la République à qui - je voudrais le dire parce que je ne l'ai pas beaucoup entendu aujourd'hui - on fait un mauvais procès.
Il aurait, à en croire la Droite, à en croire une partie de la presse, pris parti ou pris son parti plus exactement du putsch. Il aurait abandonné Mikhaïl Gorbatchev... c'est assez d'ailleurs pittoresque de voir que ceux qui font ces accusations étaient ceux qui lui reprochaient de trop soutenir Mikhaïl Gorbatchev systématiquement quelques jours plus tôt.
J'ai fait l'effort parce que l'impression donnée par cette émission a été celle-là... je vous recommande de le faire en tant que responsable politique, de lire le script intégral de cette émission du 19 août au soir. A la lecture de ce script, vous trouverez que c'est un mauvais procès qui est fait.
Ce putsch à contre-courant de l'histoire et qui d'une certaine manière s'est terminé dans des conditions un peu ridicules, a échoué et c'est très bien ainsi.
Nous voyons bien, et tout le monde l'a dit, que tout est changé en Union soviétique. Une situation très incertaine, sur le plan politique bien entendu, sur le plan de l'avenir économique, sur le plan aussi de la question de savoir qui est caution aujourd'hui des accords internationaux qui ont été passés par l'Union soviétique et notamment les récents accords sur le désarmement qui avait marqué une étape essentielle dans ce combat que nous menons depuis si longtemps.
Devant cette situation incertaine, il y a deux voies possibles.
Soit la poursuite de l'éclatement, de la décomposition, 8 Républiques sur 15 ont

aujourd'hui demandé ou s'apprêtent à demander leur indépendance.
Nous sommes d'accord pour la reconnaissance de l'indépendance des Etats baltes qui a été reconnue hier officiellement par les 12 sur l'initiative de la France.
Roland Dumas sera demain à Vilnius et je vous annonce, puisque j'en ai l'occasion, qu'avec Jean Auroux, nous organisons plus exactement une mission de parlementaires Socialistes, députés et sénateurs qui se rendraient la semaine prochaine dans les trois Etats baltes.
Au-delà de cela, méfions-nous, faisons attention aux risques graves de cette évolution vers l'éclatement, vers la dispersion. Dire cela, ce n'est pas nier le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ce n'est pas non plus soutenir une nouvelle forme d'impérialisme mais n'en déplaise à certains dirigeants de la Droite française qui sont très actifs sur ces terrains, je crois et je suis même convaincu que ni la France, ni l'Europe, ni les Républiques intéressées elles-mêmes n'ont intérêt à un morcellement généralisé de l'Empire, facteur de revendications nationalistes échevelées.
La deuxième voie, celle qui je crois doit avoir notre préférence, c'est la tentative de recomposition d'une nouvelle forme d'Union, c'est ce que cherche aujourd'hui, au prix de mille difficultés, Mikhaïl Gorbatchev.
Je crois que cette nouvelle forme d'Union est souhaitable, qu'elle est nécessaire, pour créer un espace économique commun. C'est important dans nos relations avec ces pays, une politique étrangère commune, une politique de défense... et y ont fait allusion à l'instant Quilès et Jospin, notamment aux problèmes de l'armement nucléaire.
Je pourrais ajouter aussi : qui va représenter l'ensemble soviétique aux Nations Unies où elle dispose d'une voie au Conseil de sécurité ?
Tout cela milite en faveur de la définition d'une nouvelle formule de l'union et je crois que nous devons aller dans ce sens et non pas dans le sens de l'encouragement au morcellement et à la dispersion.
Cette nouvelle union, il est clair qu'elle repose aujourd'hui sur l'entente entre Mikhaïl Gorbatchev et Boris Eltsine Je ne veux pas exagérer le rôle des personnes, mais les circonstances font qu'il s'agit bien de cela. Vous avez remarqué que Boris Eltsine et quelques autres Présidents de Républiques sont assez d'accord finalement pour maintenir une forme d'union. Est-ce possible ? Cette entente est-elle possible ? Est-elle durable ?
Dans l'immédiat, je crois vraiment que Mikhaïl Gorbatchev et Boris Eltsine ont un intérêt réciproque à s'entendre, ils ont besoin l'un de l'autre, mais cette entente est difficile dans la durée, car malgré tous ces mérites qui ont été rappelés tout à l'heure, malgré tout ce qu'il a fait pour faire souffler sur l'Union soviétique le vent de la liberté, il est clair que Mikhaïl Gorbatchev est en position affaiblie face à Boris Eltsine que les circonstances, mais aussi son courage et son habileté ont rendu incontournable.
J'ai vu que Paris-Match doit publier demain un sondage BVA dont je ne sais pas très bien quelle est la valeur, mais qui est significatif. On a interrogé les Moscovites sur la popularité des deux hommes, 22% pour Mikhaïl Gorbatchev

74% pour Boris Eltsine.
Dans ces conditions, effectivement, le pouvoir bicéphale existe actuellement mais peut être rapidement en danger. Donc, il y a beaucoup de questions, comme le disait Roland Dumas hier devant la Commission des Affaires étrangères du Sénat, nous ne sommes pas au bout de nos peines.
La seule certitude, celle là je crois qu'elle est incontestable, c'est que le Communisme est mort en tant que système d'Etat, en tant qu'idéologie, en tant que modèle de société, je ne sais pas si nous devons en faire nos délices, mais je ne vois pas pourquoi nous en serions attristés.
Alors, rapidement, sur le second point, cette mort du Communisme, Georges Marchais et ses amis, sont sans doute les derniers à ne pas s'en être aperçu, les derniers peut-être avec les dirigeants du Parti Communiste portugais puisque eux avaient approuvé le putsch, mais je suis convaincu et c'est là que je voudrais donner un sentiment peut-être plus optimiste que certains de nos camarades, que ce séisme ne peut plus désormais épargner Marchais et la direction actuelle du Parti Communiste.
Il est véritablement dérisoire de dire et de répéter, comme ils le font depuis trois jours, que le PCF n'a rien de commun avec le Parti Communiste de l'Union soviétique, c'est encore le titre et plusieurs pages de l'Humanité de ce matin. Qui peut croire cela ? Quel militant Communiste peut véritablement le croire ?
Il est clair, j'en ai lu plusieurs témoignages qui m'ont étonné ces jours derniers, qu'au-delà des contestataires connus depuis longtemps, beaucoup n'acceptent plus cette analyse sommaire, mais prenons garde, en ce qui nous concerne, nous avons raison, comme l'a fait Pierre Mauroy, de placer la direction du Parti Communiste devant ses responsabilités, mais nous devons éviter deux erreurs qui seraient tout aussi graves à mon avis.
La première, on l'a dit, nous sommes d'accord là-dessus, ce serait de lancer de manière irréfléchie le mot de rupture, alors même que toute notre action, toute notre raison d'être, est de rassembler la Gauche.
La seconde erreur qui est plus difficile peut être d'une certaine manière à éviter, ce serait celle qui consisterait à intervenir dans la vie du Parti Communiste. Chaque fois que nous l'avons fait ou que nous avons donné le sentiment de le faire, cela a ressoudé les militants Communistes autour de sa direction ou, en tout cas, la direction a su utiliser cela pour se perpétuer.
Aujourd'hui, les contestataires internes qui sont renforcés par de très nombreux élus, Jean Poperen avait raison de dire qu'ils n'ont jamais été aussi nombreux, sont apparemment résolus, Fiterman et Hermier hier encore ont refusé de voter le nouveau texte du Bureau politique du Parti, je crois qu'ils sont aujourd'hui décidés à affronter la direction. Ils ont obtenu la tenue d'un Comité central pour la semaine prochaine.
Alors, je crois que nous devons observer de près, mais que nous ne devons rien dire et rien faire qui pourrait les gêner. En, fonction de ce qu'ils auront obtenu et c'est là que je suis plus optimiste que d'autres, je crois que le moment est venu pour eux, s'ils savent aller jusqu'au bout de la possibilité, d'obtenir un changement de la direction du Parti.

A partir de là une situation nouvelle sera créée et je le répète peut-être plus vite qu'on ne le pense.
C'est dans cette perspective que nous devons nous préparer, cela a été dit par tous les camarades qui sont intervenus, à offrir à tous ceux qui le voudront un débat et un projet qui redonnent à la Gauche française une nouvelle dynamique et, par la même, ses chances de victoire aux échéances qui nous attendent.
Je vous remercie.
(Applaudissements)
Le président - La parole est à Pierre Bérégovoy, ensuite Billardon et Collomb.

Pierre Bérégovoy
Chers camarades, je pourrais dire comme beaucoup que tout a été dit et si j'ai souhaité intervenir en cette fin de Comité directeur, c'est après avoir apprécié toutes les interventions faites, pour répondre à l'aimable invitation de Lionel Jospin qui avait évoqué les problèmes de la solidarité internationale à l'égard de l'Union soviétique et des pays de l'Est.
Auparavant, vous me permettrez de livrer devant vous quelques interrogations et de commencer par deux souvenirs qui ne sont pas très anciens.
Le premier date de 1989 : j'accompagnais le Président de la République dans un voyage officiel en Pologne, Jaruzelski était encore président et le Premier Ministre était Rakoski, secrétaire du Parti Communiste polonais.
Ayant séjourné en Pologne, quelques années auparavant au cours d'un voyage, ayant constaté cette hostilité profonde à l'époque du peuple polonais, dans la mesure où on pouvait l'entendre, à l'Allemagne, et notamment aux allemands de l'Est, nourri de l'expérience dramatique de la deuxième guerre mondiale, je demandais à Rakoski, qui est un jeune homme de mon âge, quelle était l'attitude des polonais à l'égard des allemands en ce milieu d'année 1989 et Rakoski me dit : les hommes de ma génération ont gardé le souvenir des épreuves subies, des drames connus, de ces extraordinaires ravages matériels et humains provoqués par les nazis, mais les jeunes, qui regardent quotidiennement la télévision de l'Allemagne de l'Ouest, sont fascinés par la société de consommation, par les produits qu'elle leur offre et que notre système n'est pas capable de leur présenter.
Ce premier souvenir m'a profondément marqué et je me souviens avoir dit à ceux qui m'entouraient à l'époque que nous avions à prendre en compte le fait que les échanges commerciaux s'étaient développés à partir notamment de ce siècle, mais que les échanges de la pensée étaient plus rapides et qu'en plus il y avait quelque chose d'irrationnel dans la communication.
Oui, le siècle des lumières, les philosophes, ont nourri la révolution française à partir d'une lente maturation des idées, d'analyses qui demandaient du temps, de la réflexion et de la profondeur, et voilà que l'image immédiate, irrationnelle, passionnelle, bouleverse le monde, la guerre du Golfe, toutes les télévisions étant prêtes pour attendre le moment où cela pouvait commencer et les images aujourd'hui provoquent des réflexes d'un type nouveau.
Si nous ne sommes pas capables de prendre en compte cette dimension moderne

Fondation Jean Jaurès

de la communication, et on pourrait en trouver quelques effets, j'y reviendra peut-être dans un instant, dans ce qui s'est passé le soir de l'intervention télévisée de François Mitterrand jugée bonne et contestée vingt quatre heures après, après que des commentateurs aient, sur toutes les ondes, préparé l'opinion ou lui laisser entendre qu'elle avait entendu, ce qu'il n'avait pas dit.
Je crois que c'est un événement très important
Ma deuxième anecdote, si vous voulez bien, est peut-être encore plus significative.
Je suis allé en avril 1990 en Union soviétique, rencontrant dans le cadre de la grande Commission les dirigeants de l'époque, obsédés à ce moment là à l'idée que pendant mon séjour à Moscou, Mikhaïl Gorbatchev puisse envoyer ses tanks en Lituanie, puisqu'il se passait déjà quelques événements, heureusement je n'ai pas eu à subir cela, mais voyageant en Ukraine, je me trouvais dans une voiture en compagnie de mon épouse, d'un interprète, député Communiste au soviet suprême, qui avait aussi à peu près mon âge, qui avait été Communiste toute sa vie et qui évoquait avec moi, très franchement, ce qui se passait dans son pays.
Un moment donné, il me dit : nous avions rêvé d'une société sans argent, cela ne marche pas. C'est un Communiste qui disait cela, et comme il ne manquait pas d'humour, il dit : oui, Lénine s'est trompé, enfin, s'est-il tellement trompé ? On voulait une société dans laquelle il n'y aurait plus de riches, il ne s'est pas trompé, il n'y a plus que des pauvres !
C'était un député Communiste au soviet suprême, responsable de la région de Kharkov, Communiste depuis toujours et qui portait le jugement le plus sévère qui soit sur le système Communiste et son échec.
Chers camarades, interrogeons-nous ; j'ai écouté avec une extrême attention tout ce qui s'est dit et c'est pourquoi je voulais livrer quelques réflexions à haute voix.
Il y a l'échec d'un système : parti unique, centralisme bureaucratique, mais n'y a t-il pas aussi l'échec d'un système économique ?
Lénine a eu tort face à Léon Blum, et je suis le premier à m'en réjouir, et si Pierre Mauroy était à la tribune, je dirai qu'en 1947, nous étions ensemble à un Congrès de Montrouge, là vraiment nous étions des gamins, du Parti Socialiste, et en 1948, moi je ne regrette pas d'avoir à l'époque été de ceux qui, tout jeunes, résistaient à ce qu'on appelait alors le coup de Prague… l'histoire, je crois, nous a donné raison, mais au fond notre doctrine était issue du même tronc, nous c'était le Socialisme dans la liberté.
Quelqu'un rappelait tout à l'heure, je crois que c'est Paul Quilès, que Léon Blum était partisan de la dictature du prolétariat, phase intermédiaire avant cette société sans classe que le Socialisme construirait, mais dans les statuts révisés il y a peu de temps de notre parti, nous étions partisans de l'appropriation collective des moyens de production et d'échanges et nous considérons encore nombreux en tout cas que l'économie doit être organisée.
Or, cet échec économique, cette inadéquation entre la production et la consommation, cette incapacité d'un grand pays capable de vaincre l'Allemagne nazie, avec d'autres naturellement, mais capable d'envoyer le premier satellite

Fondation Jean Jaurès

autour de la terre, d'avoir ce grand nombre de savants capables tout de même d'envoyer des fusées dans l'espace et un homme sur la lune, s'est révélé incapable de satisfaire les besoins élémentaires de son peuple par des mécanismes économiques dont la parenté est lointaine avec notre pensée, mais qui n'en sont pas complètement sans rapports.
Moi, je crois très franchement que cette réflexion là, mais beaucoup l'ont dit, doit être conduite jusqu'à son terme.
Est-ce que la démocratie est compatible avec une économie administrée ? Est-ce qu'au contraire une économie de marché (on verra comment elle doit être organisée) n'est pas la contre partie ou l'accompagnement nécessaire de la démocratie ?
Exprimons-nous autrement : est-ce que la liberté de choix du dirigeant que l'on se donne sur le plan politique ne s'accompagne pas de la liberté de choix du consommateur et au fond de l'agent économique ?
Oui, le marché est myope, on l'a assez dit, mais quoi d'autre ? Par quoi d'autre peut-on le remplacer, si ce n'est pas quelque chose qui s'est avéré encore plus aveugle que le reste ?
A mes yeux, cela mérite réflexion et la réflexion doit être conduite profondément. Paul Quilès a abordé tout à l'heure quelques sujets. Moi, je trouve que nous avons un examen de conscience collectif à faire, nous n'avons pas simplement à démontrer ou non notre capacité à gérer, il parait que c'est fait, mais planification disait-on, nationalisation, autogestion, à quelles conditions cela marche ?
Voilà une réflexion que l'on pourra aborder, je l'espère, dans le cadre de la discussion du projet Socialiste.
Si nous ne répondons pas à cette question, interrogeons-nous alors sur les raisons de l'échec de Mikhaïl Gorbatchev.
Moi, je crois qu'une de ces raisons, c'est qu'il n'a pas raisonné en marxiste. Il a donné, je ne suis pas orfèvre en la matière, mais l'histoire du développement des sociétés montre qu'à un type d'évolution des rapports de production s'est superposé un ensemble de structures politiques donné.
On a bien dit capitalisme industriel bourgeoisie, je ne sais pas si c'est la bourgeoisie qui fait la révolution actuellement à Moscou, ce n'est même pas la nomenclature, alors peut être que les intellectuels sont bourgeois, je ne sais pas très bien, mais ce n'est pas la question. En tout cas, Mikhaïl Gorbatchev a donné la liberté, il a incontestablement autorisé le suffrage universel qui a fonctionné totalement, mais les structures économiques n'avaient pas évolué. On avait avant quelque chose qui n'était pas satisfaisant, mais qui marchait, on a depuis cinq ans quelque chose qui ne marchait plus du tout et tous ceux qui ont eu affaire sur le plan économique et financier avec les Soviétiques ont été en cause..
Il y a donc un lien indissoluble entre évolution des structures politiques et évolution des structures économiques et c'est peut être à cela qu'il nous faut réfléchir pour essayer d'apporter notre propre réponse.
Notre réponse, c'est qu'il faut en effet, que le marché soit organisé, que la concurrence jour, que lorsqu'il s'agit de biens non solvables, la propriété

Fondation Jean Jaurès

publique puisse intervenir et éventuellement se substituer, mais sous quelle règle, sous quel fonctionnement et se pose alors, et j'en viens maintenant à la question posée tout à l'heure par Lionel, avec lequel je suis d'accord, comme avec tous ceux qui se sont exprimés sur l'analyse portée sur les événements, le problème de l'aide à l'Union soviétique.
Nous avons été parmi les premiers à souhaiter qu'elle soit large mais, en même temps, je ne veux pas le cacher, à quoi cela sert-il d'aider un pays qui ne travaille plus et qui ne fonctionne pas ?
C'est au fond la vraie et seule question, que certains opposants ou que certains réticents, que certains grands banquiers utilisent l'argument à des fins négatives n'empêche pas que le problème soit posé.
Il faut que l'Union soviétique produise. Il faut qu'elle produise, ne serait-ce que pour exporter ses matières premières et pouvoir acheter.
Alors, elle ne produit plus assez. Ses productions d'énergies ont diminué dramatiquement depuis cinq ans, tant et si bien que cette crise de l'Union soviétique perturbe tout à fait l'ensemble des pays de l'Est de l'Europe et c'est là la grande difficulté qui nous attend.
Comment allons-nous pouvoir aider l'Union soviétique à produire en investissant, en formant des gens, c'est nécessaire, par l'assistance alimentaire pour parer aux premiers besoins, par l'assistance technique ?
Vous savez, j'en ai rencontré beaucoup., un bilan d'entreprise, le calcul d'un prix de revient, je connais. Mikhaïl Gorbatchev a libéré les prix mais à quoi cela sert-il quand il n'y a pas, aujourd'hui, la superstructure du moins les personnes qui peuvent calculer, proposer, stocker, définir.
Quelle monnaie ? Le rouble n'est pas convertible, mais l'Union soviétique a de l'ordre.
Toutes questions qui se trouvent aujourd'hui posées à nous.
Je crois qu'il faut que l'Union soviétique, si elle reste l'Union soviétique, soit membre à part entière du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, autrement dit qu'elle s'intègre dans l'économie mondiale, ce qui prouve bien que le Socialisme comme on disait autrefois dans un seul pays n'est pas possible, qu'elle s'intègre dans l'économie mondiale comme elle s'est intégrée dans la diplomatie internationale, mais sera-ce l'Union soviétique avec une monnaie ou est-ce que ce sera plusieurs Républiques avec des monnaies différentes ?
Il faut souhaiter à l'Union soviétique de rester de préférence une fédération mais au minimum une confédération avec une monnaie. L'économie de troque dans laquelle vivait l'Union soviétique depuis 70 ans est aujourd'hui incompatible avec le mouvement de réforme qui s'est dessiné. Il faut l'aider et quelqu'un a parlé, je ne sais plus lequel, d'un plan Marshall. Oui, plan Marshall pour l'Union soviétique et sans-doute aussi pour les autres pays de l'Europe de l'Est auxquels il va falloir offrir d'autres rapports avec la Communauté des 12, car que se passe-t-il aujourd'hui ? Quelle est la principale difficulté que rencontrent la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie ? C'est que leurs échanges avec l'Union soviétique sont interrompus. L'Union soviétique ne peut plus leur

Fondation Jean Jaurès

acheter, elle n'a plus d'argent. Donc, il faudrait qu'elle leur vende mais elle ne produit plus assez.
Ces pays se retournent vers nous et permettez-moi de vous dire qu'ils vont nous demander de leur acheter du textile, et notre plan textile ? De leur acheter des produits agricoles, et les beaux jours pour nos éleveurs et nos céréaliers ?
Voilà les problèmes devant lesquels nous sommes aujourd'hui confrontés.
Donc, il faut que la communauté mondiale, en tout cas européenne, décide d'un système d'aide qui permette de refaire fonctionner l'économie de ces pays en groupe, en attendant de les ouvrir plus largement à l'économie occidentale et mondiale.
Voilà les quelques remarques que je voulais faire, chers camarades, afin que nous puissions le cas échéant y réfléchir ensemble.
Si vous me le permettez, je voudrais ajouter un dernier argument sans trop entrer dans les discussions budgétaires.
J'ai entendu tout à l'heure un ou deux camarades dire : il faut aider l'Union soviétique. Et même si j'ai cru comprendre mon ami Paul Quiles, pourquoi ne lèverions-nous pas un impôt de solidarité ? Mais, chers camarades, nous avons quelque chose de bien plus simple à faire : ne plus avoir de déficit de notre balance des paiements.
Ceux qui, parfois, m'invitent à augmenter notre déficit budgétaire, je leur demande de réfléchir en tant que Socialistes à ce qu'est aujourd'hui notre comportement sur la scène mondiale. Nous avons un déficit de 50 à 60 milliards de Francs. Donc 9 à 10 milliards de Dollars par an. Cela veut dire que nous absorbons, nous la France, 10 milliards de Dollars d'épargne mondiale qui ne vont ni vers le tiers-monde ni vers l'Union soviétique.
Heureusement, permettez-moi cette parenthèse, il y a le Japon pour en effet, prendre de temps en temps des valeurs du trésor et alimenter notre balance des paiements !
C'est aussi simple que cela. Oublions le budget. Un pays, il achète et il vend. Quand il achète plus qu'il ne vend, pour s'équiper, pour alimenter ses citoyens, eh bien il faut qu'il emprunte. Naturellement, nous prêtons, nous aussi de l'argent mais pour prêter de l'argent, nous en empruntons.
C'est pourquoi, aujourd'hui, beaucoup de pays riches sont responsables vis à vis de la communauté internationale, Etats Unis au premier rang, c'est eux qui ont eu le plus grand déficit de la balance des paiements depuis maintenant quinze ans. La Grande-Bretagne aussi, même si elle a eu, elle, un équilibre budgétaire. L'Allemagne avait beaucoup d'excédents. Elle apportait sa contribution au développement du monde et cela lui permet aujourd'hui d'assurer le développement de l'Allemagne de l'Est et en même temps de prêter beaucoup d'argent à l'Union soviétique.
Aujourd'hui, le principal pourvoyeur de capitaux dans le monde, c'est le Japon et la France, en tant que France, elle est emprunteuse aussi, donc elle n'apporte pas à la solidarité internationale ce qu'elle devrait.
Avec l'aide au tiers-monde, on cherchait des valeurs. On cherche parfois à savoir comment nous allons nous identifier. Eh bien oui, en effet, équilibrer nos

Fondation Jean Jaurès

comptes et dégager un supplément d'épargne que l'on investirait dans les pays du Sud ou dans les pays de l'Est serait une marque de solidarité internationale très utile.
C'est pourquoi, parfois, il nous faut conduire notre politique avec cette idée à l'esprit et peut-être que si nous produisions davantage et mieux, nous dégagerions des excédents en plus et nous pourrions naturellement apporter à la solidarité internationale quelque chose de supplémentaire.
Puisque l'on a parlé des rapports avec le Parti Communiste qui doit se rénover ou disparaître, permettez-moi de vous dire, chers camarades, que cette formule de Pierre Mauroy est très bonne, je la fais mienne : s'il se rénove, il disparaîtra en tant que ce qu'il était.
Je crois que Roland Dumas et quelques autres ont eu raison de dire que le Communisme, tel qu'il avait été vécu et pratiqué, a aujourd'hui disparu, ce qui ne veut pas dire qu'il ne restera pas quelques partis qui défendront des thèses dépassées mais qui seront minoritaires. Personnellement, j'ai eu tendance à me dire que Poignant avait plutôt exprimé quelque chose que je ressentais. Bon, comme ça, spontanément… La réflexion une fois faite, je me dis : ne précipitons pas le mouvement, les choses sont un peu plus compliquées.
Pourtant, je sens autour de moi beaucoup de gens, y compris Marcel Charmant dans notre bonne ville de Nevers, qui se disent : quand on pratique sur le terrain des Marchais qui n'ont ni son expérience ni son talent, à longueur de journée, on se dit vraiment que le temps devient long de les accepter dans nos séances de Conseil municipal ou d'ailleurs.
Vous savez à quel point je suis serein, prudent, disons attentiste, mais parfois, je me dis : non, et je redoute un peu qu'une fraction de l'opinion publique, celle qui nous suit ou d'autres, se dise : Mais enfin, jusque à quand va-t-on attendre que Georges Marchais se réforme ou qu'il décante, comme l'a dit très heureusement Jean Poperen ?
Alors, une autre formule a été utilisée finalement m'éloignant de Poignant je la retiendrai : ne nous en occupons pas. Je crois que c'est Lionel Jospin qui a dit cela, il a eu raison. Soyons nous-mêmes. Le vent de l'histoire a effacé le Communisme comme théorie de construction d'un système idéal. Permettez-moi de vous dire, chers amis, qu'en 1944, quand j'avais 18 ans, j'ai hésité entre le Socialisme et le Communisme. La lumière venait de l'Est, mais cet effacement est maintenant sans appel.
Je crois que les putschistes ont porté le dernier coup mais c'est Mikhaïl Gorbatchev qui l'avait porté en fait. Il a voulu réformer de l'intérieur, ce n'était pas possible.
Donc, nous-mêmes et peut-être nouveaux nous aussi. Je crois qu'il y aura toujours des progressistes et des conservateurs. Qui est progressiste ? Qui est conservateur ? Pas toujours facile à dire dès lors qu'on aborde des problèmes aussi difficiles que la protection de la nature, l'immigration et bien d'autres sujets, les mœurs, etc. Peut-être même, je l'accepte volontiers, l'économie, qui est progressiste ou qui est conservateur ?
Mais si nous savons retrouver, comme le disait François Mitterrand ce matin,

l'élan du cœur et la force des convictions tout en n'oubliant pas l'intérêt général, je crois que nous devons être capables de rassembler bien au-delà.
En tout cas, ce que je souhaite dans les circonstances actuelles, c'est que nous fassions preuve de sang-froid et de sérénité. Quand les temps sont difficiles, les peuples se reconnaissent dans ceux qui ont calme, détermination et sang-froid et ceux qui se livreront comme l'ont fait très malheureusement la Droite, M. Giscard d'Estaing et quelques autres, à des polémiques partisanes, sectaires, intolérantes, à mon avis, perdront.
Le monde est fragile, il m'est arrivé de dire il y a deux ans que l'évolution à l'Est ne se ferait pas sans heurts, sans retours en arrière, sans avancées, sans reculs. Nous n'avons pas fini d'en voir.
Quelqu'un d'autre a dit : les nationalités, qu'il ne faut pas confondre avec les nations, nous promettent sans doute des jours encore difficiles. Plus que jamais le sang-froid, la sérénité, mais en même temps la volonté de rassembler bien au-delà de ce qu'on est sont, à mon avis, pour nous, source d'autorité.
Beaucoup d'autres choses auraient pu être dites. La place de l'Allemagne au cœur de l'Europe avec tout ce qui se passe aujourd'hui, qui nous amène à souhaiter que la Russie demeure, je crois, la Russie d'abord et peut -être d'autres pays autour d'elles, une grande puissance politique.
Les rapports qu'il faudra avoir avec la Grande Bretagne qui deviennent peut être un peu plus nécessaires dans le cadre de l'Europe.
Il y a bien des choses qui changent. L'attirance de l'Allemagne vers l'Est et l'attirance de l'Allemagne, via l'Autriche, vers le Sud, sont des questions qui ne doivent pas nous faire peur mais qui méritent réflexion et attention. Plus que jamais, je le répète, il faudra faire preuve de sang-froid, de sérénité et de tolérance à l'égard de ceux qui ne pensent pas comme nous car l'intérêt de la France et de la paix doivent déterminer, comme toujours, nos attitudes dans le moment présent. Merci. (Applaudissements)
Le président - Chers camarades, pour des raisons d'horaire et de nécessité de publication, il faut que nous nous prononcions maintenant sur le texte lu tout à l'heure par Gérard Fuchs et dont je vous rappelle qu'il avait été adopté à l'unanimité par le Bureau exécutif.
Je n'ai entendu, dans le débat, aucune référence ni objection à ce texte mais il faut formellement que nous l'adoptions pour qu'il soit la prise de position de l'instance que nous avons réunie.
Je demande donc à ceux qui sont d'accord de bien vouloir lever la main ?
…..
Merci.
Avis contraires ?
…..
Il n'y en a pas.
Abstentions ?
…..
Il n'y en a pas.
Le texte est donc adopté à l'unanimité.

Fondation Jean Jaurès

Je vous remercie.
La parole est à Billardon.
Françoise Seligmann - Je crois qu'il serait correct et poli que vous vous asseyiez pour écouter les quelques derniers orateurs qui ont à parler.

André Billardon
Mes chers camarades, j'ai laissé aux spécialistes des questions internationales et de l'URSS le soin de procéder à des analyses fines. J'ai peut-être d'ailleurs eu tort car sinon j'aurais pu m'inscrire plus tôt dans le débat et, par conséquent, bénéficier d'une assistance plus nombreuse même si celle qui est encore présente est de qualité.
Je me contenterai donc de quelques réflexions sur la situation en Union soviétique et de mettre en perspective historique les récents événements.
A Moscou, les statues vacillent sur leur socle, des responsables se suicident, le secrétaire général du PC de l'Union soviétique porte le coup de grâce à son propre Parti.
Sans faire un tableau de l'état de ce qu'on ne peut déjà plus appeler l'Union des Républiques Socialistes soviétiques mais dont on ne connaît pas encore l'appellation nouvelle, je développerai deux ou trois idées sur l'évolution de la situation dans l'Est de l'Europe et je dirai quelques mots des conséquences sur la vie politique française.
Au moment où l'Europe des 12, avec toutes les difficultés que l'on connaît, se construit, dépouillant les Etats d'une partie de leurs prérogatives traditionnelles, c'est-à-dire au moment où l'Ouest s'agrège, l'Est se désagrège. Et, paradoxe, la partie de l'Europe qui s'unifie approuve, au moins pour partie, l'éclatement de l'Union des Républiques de l'Est de l'Europe.
Certes, la reconnaissance de l'indépendance des pays baltes par les pays européens est légitime, ainsi s'efface la honte du pacte Molotov-Ribbentrop. Pourtant, c'est un constat que l'on doit faire, cela va inciter d'autres Républiques à aller plus rapidement encore vers l'achèvement de leur démarche.
En effet, et c'est là une grande préoccupation, cette balkanisation vers laquelle semble entraînée l'URSS nous plonge dans une incertitude opaque et l'exemple yougoslave en témoigne.
Que se passera-t-il entre Arméniens et Azéris ? Que se passera-t-il entre Moldaves et Roumains ? Que se passera-t-il pour la minorité hongroise de Roumanie ? Que se passera-t-il entre les Kirghizes, les habitants d'Ouzbékistan, les Turkmènes et les Iraniens voisins ? Que se passera-t-il entre les Russes et les minorités de Russie ? Les nations qui apparaissent sont de plus dans une incapacité totale d'assurer leur devenir économique.
Morceaux d'un ensemble disparu, handicapées par leur propre émancipation, elles peuvent très vite soit devenir la proie de voisins plus puissants, soit sombrer dans un désordre économique total. L'effet de contagion présente assurément de vrais dangers, sans parler, et cela a déjà été évoqué, de l'immense question du devenir du stock militaire.
L'Europe de l'Est, en réaction à la longue période qu'elle ne cessera avant

longtemps d'exorciser, verra dans le libéralisme maximum le nouvel opium ; alors que celle de l'Ouest verra peut-être dans la social-démocratie, le moyen de corriger les excès, les inégalités du même libéralisme, pour en avoir déjà mesuré - je pense à la Grande Bretagne - les effets les plus négatifs.
75 ans de Communisme ont laissé un pays exsangue où la famine guette et où le mythe du libéralisme salvateur risque d'exercer des ravages effroyables.
Aussi devons-nous, tout en nous félicitant de l'avancée démocratique (élections libres) soutenir la nécessité d'une aide matérielle que l'Europe doit apporter de toute urgence à l'Union, à ce qui en tiendra lieu, ou aux Républiques.
Je dirai qu'à partir du moment où l'Union serait "sacralisée" par le suffrage universel, à l'Union plutôt qu'aux Républiques, car l'Union seule peut créer le ciment et être le garant de la sécurité, nous prémunissant peut être ainsi d'un aventurisme certain.
75 ans de Communisme ont mis entre parenthèses des phénomènes anachroniques qui nous renvoient plus au début de ce siècle qu'à l'an 2000.
Il en est ainsi de ces montées de nationalisme qui si elles s'expliquent aisément peuvent dans les formes qu'elles prendront, dévoyer le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes risquant de déstabiliser profondément notre continent : c'est au moment où à l'Ouest les nationalismes s'estompent que ceux-ci apparaissent avec le plus de force à l'Est puisqu'ils sont liés aux problèmes des nationalités.
Il est absolument nécessaire aujourd'hui d'accélérer la construction de l'Europe des 12. Sachons également forger de nouveaux outils de coopération, pour l'ensemble du continent européen et chercher une solution comme le propose François Mitterrand.
Audace, courage et imagination doivent être nos qualités dès maintenant.
Toutes ces interrogations sont posées ; elles appellent une large réflexion aussi le Parti Socialiste doit-il comme il l'a fait depuis le début du putsch suivre ces événements avec la plus grande vigilance et s'exprimer pour rappeler nos principes.
Car la Droite, elle, a voulu en France, utiliser ces événements pour des opérations bassement politiciennes, simplifiant à l'excès le débat.
Ainsi, à l'entendre, il y aurait d'un côté, le bon Eltsine, le libéral, et de l'autre, le mauvais Gorbatchev, le Communiste.
Eh bien, nous, mes camarades, nous devons, je le pense, réaffirmer d'abord nos principes, soutenir des principes et ne pas nous laisser enfermer dans un choix réducteur portant seulement sur des hommes. Car au petit jeu de la recherche des leaders d'avenir, on serait très vite amené à rechercher le premier des dirigeants de cette région du monde à ne pas être issue des rangs du Parti Communiste d'Union soviétique...
Alors, chers camarades, aujourd'hui ce n'est pas seulement le Communisme qui s'effondre, c'est aussi le cas de l'appareil qui l'a porté. La rapidité de cet effondrement peut en surprendre certains, notamment Georges Marchais, mais il n'y a pas de révélation : tout ce que l'on a dit depuis des lustres reste vrai. L'échec du totalitarisme Communiste, nous l'avons analysé en son temps et

nous nous sommes même, non sans raison, enorgueillis d'avoir eu raison, faut-il le rappeler, dès 1920 lors du Congrès de Tours.
Simplement avions-nous peut-être sous estimé le fait que lorsque la structure étatique d'un Etat totalitaire se disloque, le Parti qui s'identifiait à cet Etat pouvait se disloquer aussi vite. Cette accélération de l'histoire nous donne des responsabilités et en premier lieu celle de devoir analyser sereinement les effets de l'onde de choc de la révolution russe de 1991 sur la société française.
N'est-il pas imprudent de dire que les Communistes, entendez le PCF, doivent changer ou mourir et d'estimer en même temps que le Parti Socialiste ne soit pas directement concerné par cette évolution.
Même la Droite et ses nostalgiques de la guerre froide sont dans une certaine mesure frappés dans leurs fondements idéologiques.
Pour le Parti Communiste, les choses sont claires. Peut-être vais-je vous sembler un peu provocateur, mais Mikhaïl Gorbatchev à mon avis, en enterrant le PCUS a signé l'arrêt de mort du PCF.
Même si perdure un certain temps ici ou là son influence électorale, le Parti Communiste est mort idéologiquement, il ne sera ni rénové, ni reconstruit, ni refondé, car on ne peut ravaler sans des fondations idéologiques solides, et ceci nous donne de nouvelles responsabilités.
Si désormais la Gauche positive c'est nous et nous seuls, nous devons réaffirmer avec force l'élaboration du projet en est l'occasion rêvée, nos valeurs et redéfinir les conditions et les modalités de leurs mises en oeuvre.
Le débat sur ces questions doit être au centre du projet, ce débat nous devons le mener avec les anciens Communistes et d'autres, nouveaux Socialistes, sous des formes à définir, (colloques, rencontres) puisque cela ne peut plus être fait au niveau des appareils dès lors que le pluriel n'est plus de mise.
Amplifions notre réflexion sur la conception de notre parti qui doit organiser aujourd'hui la diversité, et puisque nous sommes la Gauche à nous tout seuls, soyons capables de nous ouvrir et d'accueillir toute la Gauche. Nous devons repenser en conséquence le rapport de la Gauche avec la politique.
Enfin, redéfinir nos valeurs, c'est savoir ce qui différencie la Gauche de la Droite. Cela est d'autant plus nécessaire que, mes camarades, la Droite aussi va être touchée par l'onde de choc.
Pour une partie de celle-ci, la raison d'être, c'était la lutte contre le Communisme, la tentation perpétuelle de la guerre froide, la défense de l'idée nationale, l'exacerbation du sentiment de peur, le budget de la défense qu'il fallait augmenter sans cesse. La disparition du danger extérieur qu'incarnait le Communisme soviétique va incontestablement faire bouger les frontières et les clivages entre ce qui est appelé traditionnellement la Droite et la Gauche. C'est pourquoi le Parti Socialiste doit dès ce trimestre s'atteler à définir son projet pour l'an 2000 avec tous ses adhérents et ses militants à la lumière de ces événements. Le rôle que l'on souhaite voir jouer au Parti Socialiste en dépend certainement.
Encore faut-il que nous arrivions à incarner encore plus la Gauche positive, celle qui débat, celle qui accueille, celle qui gouverne mais aussi et au-delà celle qui

Fondation Jean-Jaurès

par son action et par ses propositions attractives est capable, en rassemblant les forces de progrès de redonner l'espoir à tous ceux qui doutent et se détournent de nous.
La politique gouvernementale qui a ses propres contraintes, ne peut à elle seule symboliser tout ce dont le Parti Socialiste est porteur.
L'actualité nous donne plus que jamais la responsabilité de l'utopie.
C'est pourquoi notre tâche la plus urgente est de redonner au Parti toute sa force de propositions et d'en faire le pôle attractif de la Gauche confirmant ainsi le choix historique de Tours.

Le président - Merci Billardon.
J'ai encore trois orateurs inscrits. Planchou, Lienemann...

Marie-Noëlle Lienemann - Je renonce. C'est la première fois de mon existence !

Le président - J'apprécie.
Et Louis Regulier.
Je demande à l'un et l'autre d'être brefs.

Jean-Paul Planchou
Je vais être extrêmement court, puisque je veux surtout nous interroger.
Ce n'est pas, bien évidemment, notre échec, mais comme nous n'allons pas être indemnes au niveau des idées de ce qui est en train de se passer, de ce qui s'est passé, et de ce qui se passera, mais j'ai tout de même trouvé que les propos, dans l'ensemble qui étaient tenus aujourd'hui, peut-être sous le coup de ces événements formidables, étaient un peu trop optimistes. Je suis d'accord avec quelques-uns de mes camarades qui estiment que la déferlante libérale va être encouragée à nouveau, relancée par ce que nous sommes en train de vivre et que cette réaction est inévitable.
Donc, je crois que cette situation, pour prolonger ce que vient de dire André à l'instant, nous demande un terrible effort de rénovation doctrinale. Quand je dis terrible, c'est parce que je crois qu'il y a tout un rééquilibrage de notre réflexion théorique, philosophique.
Si je veux aller plus loin, il faudrait en quelque sorte abandonner certains pans de la philosophie allemande qui nous ont occupé la tête, et regagner certaines considérations de l'humanisme qui a guidé les Socialistes français du 19ème siècle plutôt que l'action collective qui nous a guidés dans les décennies passées.
Si je me souviens bien de ce que Charzat nous a dit à plusieurs reprises, le projet est bien construit sur la citoyenneté, sur le tout démocratie et c'est autour de cela, maintenant, effectivement, qu'il faut à mon avis construire cet effort et cette rénovation. Les événements, de ce point de vue, sont un formidable clin d'œil à la construction de notre projet mais il faut le réussir dans les trois mois et tous ensemble... Donc, une actualité, une dimension, une épaisseur tout à fait exceptionnelles et nous avons là des responsabilités très grandes.
Consécutivement, il y a la question stratégique. Je ne m'étendrai pas. Beaucoup

Fondation Jean-Jaurès

de choses ont été dites. Simplement, je suis bien sûr d'accord avec la tonalité sereine, lucide qui s'est dégagée de nos débats mais nous sommes tous convaincus qu'il faut adapter cette stratégie à la nouvelle donne.
Quelle configuration - c'est une question que je pose à la direction de notre Parti - et quels objectifs donnons-nous à nos états généraux ? Qui participe ? Comment ? Bref, qu'est-ce que l'on a derrière la tête ? Est-ce que cela pourrait préfigurer cet élargissement, cette transformation qu'évoquait avec beaucoup d'audace tout à l'heure notre ami Poperen ?
C'est la première question.
La deuxième, c'est sur l'organisation géopolitique que l'on a encouragée. Je ne vais pas là non plus être très long. Je le dis sans ambages, nous avons, nous Socialistes, à interroger le gouvernement ainsi qu'à la communauté que nous encourageons. Je ne vais pas répéter tout ce qui a été dit par Lionel Jospin, par André Billardon et bien d'autres, sur l'exigence de la préservation d'une union sans doute à caractère beaucoup plus confédéral mais d'une union - en dehors du cas balte - qui préserve tout de même l'essentiel.
Je crois même que nous aurions intérêt à faire comprendre à un certain nombre de responsables nouvellement sinon élus, en tout cas émergeant sur la scène politique soviétique, que la communauté des 12, d'une certaine manière, - les mots sont à trouver - conditionnerait ses aides, ses coopérations à cette régulation politique globale.
Imaginez-vous vers quoi nous irions avec les imbrications interethniques et bien d'autres problèmes qui seraient sans doute posés et qu'évoquait tout à l'heure Paul Quilès.
Je crois qu'il faut que nous soyons très fermes.
En contre point, bien sûr, cela a été dit, il faut reprendre le projet de confédération au cœur même du projet parce que même si le moment n'est pas facile, il y a quand même une petite fenêtre dans nos rapports avec l'Allemagne. Je crois que nous pourrons, au niveau des 12, sur le plan monétaire comme sur le plan politique, l'exploiter pour renforcer l'idée de la communauté.
Dernière remarque sur ce thème, il convient, dans les mois à venir, de remettre sur le métier un formidable effort de désarmement car si nous en restions là et si, par exemple, nous ne demandions pas aux Soviétiques, enfin à l'Union telle qu'elle est aujourd'hui, de réduire les dépenses militaires, on voit à peu près quels pourraient être les dangers et les risques pour plus tard.
Dernier thème : les initiatives.
C'est vrai, Gérard Fuchs a dit des choses très justes. Il faut que les Soviétiques et les Russes en particulier se remettent à produire ; c'est vrai qu'il faut d'abord penser à des projets particulièrement ciblés en termes de savoir-faire, de formation, qui ne sont peut-être pas a priori les plus coûteux ou tout simplement de remise en ordre des réseaux de distribution ou encore de remise en compétitivité des productions énergétiques.
Je crois que tout cela doit être fait de manière extrêmement précise. Cela étant, je crois qu'à l'échelle des décennies, cela va coûter et j'épouse, sur ce plan, la remarque de Lionel Jospin, cela va nous poser de lourdes interrogations.

Je suis d'accord avec Pierre lorsqu'il dit : commençons par rééquilibrer et faisons en sorte qu'il n'y ait pas un certain nombre de déficits qui nous handicapent, nous, Français.
Quand on a mis tous les déséquilibres bout à bout, même dans une dynamique de croissance, on ne voit pas, avec les théories monétaristes et restrictives d'aujourd'hui, comment, avec beaucoup d'optimisme, on peut résoudre l'équation puisque, comme le rappelait Jean Poperen, il y a le Sud et il y a l'Est et cela va nous coûter du pognon.
Bien sûr, au-delà de cette considération générale qui me semble être l'un des grands chevaux de bataille de la social-démocratie et des Socialistes, je pense que c'est plutôt au niveau des 12 que les initiatives doivent être prises. Ce niveau semblerait le bon pour la réalisation d'un projet de développement à long terme. Je crois qu'en effet, ce serait dans ce cadre, avec cette volonté que l'on devrait se fixer des initiatives parce que je suis convaincu que les Européens doivent considérer ce défi comme celui d'une nouvelle frontière. Cette réussite, à terme, d'une génération, c'est la possibilité pour l'Europe de devenir un pôle de dynamisme et d'agrégation dans le monde.
L'échec, et on le verra très vite dans les quelques années à venir, serait assurément très grave pour la paix et pour la stabilité du monde. Voilà ce que je voulais dire en quelques mots pour apporter mes considérations personnelles à ce débat.
(Applaudissements)

Coll. Fondation Jean Jaurès